



Conflict Scan du Programme de résilience et de cohésion sociale au Sahel (PROGRESS) au Mali, Burkina Faso et Niger

DÉCEMBRE 2020

Cette publication a été réalisée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Search for Common Ground et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les vues de l'Union européenne.

Table des matières

1. Résumé exécutif	3
2. Les dynamiques de conflits	10
BURKINA FASO	12
<i>MALI</i>	17
<i>NIGER</i>	24
3. Risques et Opportunités de paix liés à l'intervention du projet	32
<i>Recommandations pour assurer le respect de la sensibilité aux conflits</i>	33
4. Annexes	36

Sigles et abréviations

ACF : Action Contre la Faim

ACTED : Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement

ADES : Association pour le Développement Économique et Social

ADKOUL¹ : Développement, Progrès, Emergence

APBE : Action Pour le Bien-Être

AREN : Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger

Centre HD : Centre pour le Dialogue Humanitaire

CICR : Comité International de la Croix-Rouge

CMA : Coalition du Mouvement de l'Azawad

CNE : Commission Nationale d'Éligibilité au statut des réfugiés

EAI : Equal Access International

EIGS : Etat Islamique dans le Grand Sahara

FAMA : Forces Armées Maliennes

FDS : Force de Défense et de Sécurité

FGD : Focus Group Discussion

GANE : Groupe Armée Non Étatique

GATIA : Groupe d'autodéfense Touareg Imghad et Alliés

HACP : Haute Autorité à la Consolidation de la Paix

HED Tamat : Homme-Environnement-Développement

IRC : International Rescue Committee

JNIM : Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin

MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

OCHA: Organisation for the Coordination of Humanitarian Affairs

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PCCN : Programme de Cohésion Communautaire au Niger

SFCG: Search for Common Ground

UN: United Nations

UNHCR: United Nations High Commissioner for Refugees

¹ Terme Tamajek (langue nationale du Niger)

1. Résumé exécutif

Contexte et objectifs de l'étude

La situation sécuritaire actuelle au Sahel, et plus particulièrement dans les régions concernées par la mise en œuvre du Programme de Résilience et de cohésion Sociale au Sahel (PROGRESS), se dégrade depuis plusieurs années (2012 au Mali, 2015 au Niger et 2016 au Burkina Faso). Cette dégradation a engendré l'augmentation des vulnérabilités de toutes les couches de la population et la détérioration de la cohésion sociale dans ces zones.

Search met en œuvre en partenariat avec ACF, ACTED, Terre des Hommes, Wu-Pakwé, TinTua, Adkoul, et Tassaght, un projet de 4 ans visant à améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la cohésion sociale des populations vulnérables dans les régions les plus fragiles aux frontières entre le Mali, le Burkina-Faso et le Niger. Le projet couvre le Mali, le Niger et Burkina Faso, plus spécifiquement : les régions de Mopti, de Gao et de Menaka au Mali ; les régions de Tahoua et Tillabéri au Niger, et les Régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est au Burkina Faso.

Search assure le lead du volet cohésion sociale du programme et a la responsabilité d'informer et de guider l'action du consortium sur les dynamiques de conflit dans la perspective de veiller au respect d'une approche sensible aux conflits dans toutes les activités du projet. Les communes ciblées font parties des communes les plus touchées par l'insécurité et la présence de Groupes armés non-étatiques (GANE) dans cette région. La vulnérabilité des populations y est importante car elles sont exposées aux dynamiques de conflits.

Le ciblage des bénéficiaires et les activités, ainsi que les organisations qui les réalisent, peuvent influencer d'une manière ou d'une autre les dynamiques de conflits et donc il est important de comprendre et analyser ces dynamiques. C'est dans ce but que Search effectue ce Conflict Scan.

Les résultats de cette analyse permettront aux membres de consortium de comprendre l'évolution des dynamiques de conflits, d'adapter leurs interventions aux tendances identifiées et d'assurer une démarche éthique en saisissant tous les facteurs ayant traits à aggraver les tensions sociales, inhérentes aux zones cibles par ce projet.

La méthodologie

Sur la base d'une revue de littérature effectuée par Search sur les dynamiques de conflits dans les 3 pays d'intervention, des questions de recherche ont été développées afin d'établir des termes de référence pour ce Conflict Scan.

L'objectif principal du Conflict Scan est d'informer et de guider l'action du consortium du projet EUTF-Progress sur les dynamiques de conflits dans la perspective de veiller au respect d'une approche sensible au conflit dans toutes les activités du projet. Les objectifs spécifiques :

- **Objectif 1** : Comprendre l'évolution et les dynamiques de conflits et les initiatives de paix dans les zones du projet, avec un focus sur la détérioration de la cohésion sociale parmi certains groupes et entre les mêmes groupes ; l'accès aux ressources et la perception des populations au sujet des groupes armés, des autorités étatiques et des forces de sécurité ;
- **Objectif 2** : Analyser les risques et les opportunités pour la gestion des conflits en lien avec les interventions du projet ;
- **Objectif 3** : Faire une analyse ne pas nuire afin d'assurer que les membres du consortium intègrent une approche sensible aux conflits dans leurs interventions.

Les résultats de ce scan émanent entièrement de cette participation des populations dans les interviews et les réponses qu'elles ont données. La collecte des données se base sur une approche qualitative : des entretiens avec des personnes clés et des focus groupes de discussions.

- *Les entretiens semi-structurés (KII)* ont été réalisés auprès des personnes influentes de la communauté, notamment les représentants des autorités locales, les leaders communautaires (leaders de groupes de femmes, groupes de jeunes, groupes de réfugiés, groupes de déplacés, leaders des différentes communautés (ethniques), leaders religieux, leaders de groupement de producteurs (organisations coopératives/paysannes), représentants des forces de sécurité.
- *Les focus groupes (FGD)* ciblent 8 personnes par groupe. Le profil des participants aux FGDs ont tenu compte du sexe et de l'âge des répondants, ces FGDs ont été homogènes par sexe et groupes d'âge. Les populations ciblées sont les bénéficiaires du projet, les familles très pauvres, les personnes réfugiées, les personnes déplacées, et les communautés hôtes.

Ces informations sont complétées par les rapports et études pertinentes menées par d'autres organisations travaillant dans la zone identifiée par la revue littéraire effectuée pour ce scan. L'étude a été menée dans les différentes zones couvertes par le projet Progress.

Mali : Cercle de Koro (Communes de Koro, Bondo, Dioungani, Dinangourou, Yoro, Dougoutene 1), Cercle de Gao (Communes de Tessit et N'Tillit) et Cercle de Menaka (Commune d'Anderamboukane). 84 KII et 49 FGDs ont été réalisés (voir le détail en annexe).

Burkina Faso : Région de la Boucle du Mouhoun : Province de Sourou (Communes de Dii et Kossoum) et Province de Kossi (Communes de Barani, Bomorokuy et Nouna) et la Région de l'Est : Province de la Tapoa (Communes de Kantchari, Diapaga et Botou). 95 KII et 36 FGDs ont été réalisés (voir le détail en annexe).

Niger : Région de Tahoua (Commune de Tillia) et Région de Tillabéri (Communes d'Abala et Banibangou). 37 KII et 13 FGD ont été réalisés (voir le détail en annexe).

Les enquêtes du conflit scan ont permis de consulter différents profils au sein des communautés et a permis de s'adresser à la population et aux personnes d'influence dans toutes les communes d'intervention du projet Progress pour leur demander directement quels étaient les conflits qui existent dans leur communauté, entre quels groupes, pour quelles raisons et l'impact de ces conflits. De plus, les interviews ont recueilli les perceptions de ces populations vis-à-vis des groupes armés, des autorités étatiques et des forces de sécurité. Elles ont ensuite été invitées à partager leurs opinions et connaissances des facteurs qui fédèrent et qui divisent les habitants dans leurs communes. Enfin, les informateurs clés dans les 3 pays ont pu faire part de ce qu'ils pensent être les effets et risques potentiels du projet Progress. Des recommandations ont pu être élaborées à partir de leurs suggestions sur comment intervenir de façon éthique et responsable, selon une approche sensible aux conflits.

Limitations et considérations méthodologiques

Les questionnaires développés pour les KII et FGDs (Annexe) ont été conçus autour des objectifs du conflit scan. Il convient de noter que le conflit scan se focalise essentiellement sur les problématiques et les modalités liées au ciblage des bénéficiaires, en tenant compte des recommandations déjà produites pour le Consortium par les équipes de Search². Toutefois, des limitations ont pu affecter la démarche tant sur le plan méthodologique que sur le plan opérationnel.

Accès et ciblage

- Lors du conflit scan, les personnes déplacées et réfugiées dans la localité de Anderamboukane (Mali) n'ont pas pu être consultées pour des problèmes de coordination et d'accès. Au Niger, les réfugiés n'ont pas été enquêtés en raison d'inaccessibilité du site.
- Conformément à l'approche éthique de l'étude, le ciblage selon l'appartenance ethnique et le statut socio-économique (éleveurs/agriculteurs/pêcheurs) ont été écartés du plan de recrutement des membres de la communauté et cela en dépit du fait qu'un grand nombre de conflits intercommunautaires reposent sur des tensions inter-ethniques et que la corrélation entre profil ethnique et statut socio-économique est évidente. Toutefois les informateurs clés ont été ciblés selon l'appartenance ethnique et communautaire.
- Le ciblage a été exécuté selon le statut : communautés hôtes, communautés de personnes réfugiées et de personnes déplacées
- Les questionnaires ont été adaptés pour les groupes de femmes et de jeunes afin de comprendre la perception de ces groupes sur la situation et les conflits ainsi que l'impact que les dynamiques des conflits sur ces couches sociales spécifiques, leurs vulnérabilités, mais aussi les mécanismes qui favorisent leur résilience et la cohésion sociale.

² SFCG, Sensibilité aux conflits dans le ciblage EUTF, juillet 2020.

Concertation autour des recommandations et recherche éthique

- Le projet Progress étant à cette date dans sa phase de lancement, les enquêtes n'ont pas pu intégrer de questions directes relatives aux activités du projet. Ceci a été décidé afin de ne pas susciter des attentes chez les répondants et donc par souci de redevabilité auprès des communautés affectées.
- Néanmoins, l'objectif de l'étude étant de formuler des recommandations exploitables pour répondre aux tendances dans une manière sensible aux conflits, les consultations auprès des informateurs clés ont pu faire place à quelques questions autour des suggestions notamment sur les approches de ciblage des interventions. Ces suggestions sont restées vastes. Il incombe au Consortium de les affiner de manière participative et sur la base de ce rapport. L'équipe de Search supervisera ce processus.

Résultats de l'étude

Tous les résultats présentés ici, sauf la partie sur le contexte, proviennent directement des données qualitatives et quantitatives récoltées dans le cadre de l'enquête et reflètent donc les perceptions des personnes y ayant participé. Par souci de précision, le rapport présente les résultats par pays. Les propos recueillis illustrent les dynamiques relationnelles (perceptions, attitudes, comportements), les facteurs menant à un type de conflit plutôt qu'un autre et les mécanismes définis comme étant vecteurs de cohésion sociale et du vivre ensemble. Enfin, il convient de noter que certains conflits ont été caractérisés de façon à rester fidèle aux perceptions et aux expériences relatées par les répondants au niveau communautaire. Ceci a également permis de mettre en évidence les profils les plus vulnérables aux conflits.

L'analyse des conflits

Lors de ce conflit scan, des entretiens avec les informateurs clés et les groupes de discussion ont permis d'affiner la compréhension sur les dynamiques de conflit existants, leurs manifestations, leurs positions et leurs effets au sein des communautés, les acteurs impliqués et les facteurs connecteurs et diviseurs. Les types de conflits les plus répandus et qui menacent la cohésion sociale dans les zones ciblées par l'étude sont les suivants :

- ❖ *Tensions intra et intercommunautaires liées aux ressources partagées (partage et contrôle)*

Il ressort clairement des entretiens avec les populations et les informateurs clés dans les 3 pays d'intervention que le principal type de conflit dans cette région est celui qui existe entre agriculteurs et éleveurs et qui est lié au manque de terres (cultivables et de pâturage) ainsi qu'à la mauvaise délimitation des zones pastorales et le manque d'eau pour l'agriculture et l'élevage. Ces conflits existent aussi entre éleveurs. A cela s'ajoutent les conflits intercommunautaires qui sont le résultat de l'ethnicisation des conflits agro-pastoralistes à travers la création de groupes d'autodéfense qui ont une nature communautaire/ethnique. Il y a aussi des tensions dites

“intracommunautaires” qui touchent différents groupes au sein d’une même communauté. Elles ont généralement lieu en réaction au partage ou contrôle des ressources. Elles se manifestent par la destruction des champs par les animaux, l’occupation illicite des espaces réservés au pâturage, les règlements de compte, les affrontements pouvant souvent conduire à des pertes en vies humaines. Une étude récente menée par Search dans la région du Liptako-Gourma a mis en évidence que ce type de conflit existe parce que chaque ethnie s’estime supérieure à l’autre mais aussi sur la base des rumeurs qui stipulent qu’une ethnie est plus complice ou joue un rôle dans l’expansion des groupes armés extrémistes que d’autres ethnies. Cette situation crée la psychose dans le quotidien de la population³.

❖ *Tensions liées aux mécanismes de gouvernance*

Les enquêtes exploratoires ont également permis d’explicitier un sentiment mitigé quant au rôle des autorités locales dans la protection et la gestion de la vie locale. Une méfiance accrue est notable dans la mesure où des déclarations ont été faites au sujet d’un manque de transparence dans les prises de décision affectant les communautés, la faiblesse des infrastructures de base et des mécanismes de protection civile. Ces insuffisances affectent la sécurité et la résilience des populations touchées par les conflits liés à l’extrémisme violent et de surcroît nourrissent une tension entre les communautés et les autorités locales.

❖ *Tensions communautaires liées à l’extrémisme violent*

Le conflit entre les groupes armés non-étatiques, dans une démarche d’étendre leur autorité sur les territoires et de contrôler les ressources, prennent de l’envergure. Il existe aussi des conflits entre les forces de sécurité et les GANE. La faiblesse des structures étatiques et des forces de sécurité favorise l’émergence de ces conflits entre groupes armés.

Les causes

❖ *L’appauvrissement et la gestion anarchique des ressources*

Le conflit entre agriculteurs et éleveurs est généralement dû à l’appauvrissement des terres, à la croissance démographique, la désertification et le manque d’investissement de l’Etat. Cette saturation foncière engendre des conflits entre éleveurs pastoraux et agriculteurs du fait de la divagation de troupeaux sur les champs et la destruction des cultures à cause du manque de couloirs pastoraux. L’accès aux ressources comme les points d’eau et les zones de pâturage sont une source importante de ces conflits avec des conséquences graves sur la sécurité alimentaire des populations concernées.

❖ *L’impunité/l’insécurité*

Les enquêtes participatives ont pu mettre en exergue les perceptions des habitants qui soulignent la prédominance de l’impunité des groupes armés et des civils engagés dans des actes de banditisme, une situation sécuritaire dégradée, affectant leur niveau de subsistance et instaurant un climat de méfiance communautaire. Le manque d’opportunité économique pour les jeunes et

³ SFCG/USAID, Baseline, projet « On est ensemble », juillet 2020.

l'expansion des groupes armés renforce ce climat d'insécurité dans des zones déjà affectées par des conflits.

❖ *Dysfonctionnement au niveau de la gouvernance*

L'étude a permis de mettre en évidence que les populations attribuent en partie ces conflits au dysfonctionnement des systèmes de gouvernance.

Les profils vulnérables

❖ *Les femmes*

Les femmes ressortent particulièrement affectées par ces conflits dû à leur statut au sein de foyers devant parfois compter avec la perte de chef du foyer et/ou des enfants impliqués dans des conflits violents. En effet, propulsés au statut de cheffes de familles dans un contexte ou de restriction économique, une majorité des femmes ayant participé aux enquêtes ont également insisté sur l'impact des restrictions de leur déplacement sur leur état de santé, ainsi que la perte de leur moyen de subsistance. A cela s'ajoutent les risques liés aux violences basées sur le genre dans ces contextes sécuritaires volatiles.

❖ *Les jeunes*

L'impact des conflits sur les jeunes est particulièrement important car ces derniers sont vulnérables à l'adhésion aux groupes armés car ils sont en manque d'opportunités économiques et doivent faire face aux mesures de restriction limitant leurs déplacements. Les participants aux enquêtes ont fréquemment mentionné la déscolarisation et l'exode comme des phénomènes qui les rendent d'autant plus vulnérables.

❖ *Les populations déplacées parmi les agriculteurs et les éleveurs*

L'accès limité aux ressources naturelles tend à encourager l'adhésion de ces communautés à certains groupes armés. Les tensions entre ces communautés sont exploitées par les groupes armés et intensifient les conflits intercommunautaires. Il conviendrait également de noter que les conflits inter-intra ethniques créent des populations déplacées, contraintes d'abandonner leurs ressources. C'est le cas des agriculteurs en situation de déplacés qui perdent l'accès à leur terre et des éleveurs, privés de pâturage, déjà en insuffisance.

Connecteur et diviseurs

L'analyse a pu déceler les facteurs permettant de fédérer les différents groupes communautaires en cohabitation dans ces zones qui sont de surcroît régulièrement affectées par l'extrémisme violent. Malgré la perception que le brassage communautaire est mis à mal (notamment dans les communautés ciblées au Mali), **les événements culturels et historiques sont des marqueurs de solidarité et de sentiments d'appartenance commune**. Pourtant, les consultations ont également mis en évidence que les repères historiques imprégnés de violence favorisent la récurrence d'altercations entre groupes ethniques, notamment au Niger ou la difficulté de cohabitation a souvent été exprimée. Il s'avère qu'en dépit des tensions intra et intercommunautaires, **le dialogue**

social organisé par les leaders communautaires reste un élément auquel les communautés ont facilement recours pour la gestion des conflits.

En ce qui concerne les facteurs de division, **la gestion de la vie locale est perçue comme favorisant un sentiment d'injustice, notamment chez les jeunes et les groupes minoritaires (déplacés).** Ceci exercerait la méfiance envers les autorités locales et un recours à la délinquance dans des zones déjà affectées par un contexte sécuritaire instable. De plus, les dysfonctionnements attribués à **la mauvaise gouvernance favorisent l'impunité des acteurs qui perpétuent régulièrement des actes criminels et illégaux notamment en confisquant des terres faisant déjà l'objet de disputes intra-communautaires.**

De plus, la faible maintenance des infrastructures de base est également mentionnée pour justifier la responsabilité des autorités locales dans le maintien des conflits et l'accroissement de la vulnérabilité des groupes déjà sévèrement lésés par les tensions communautaires et l'extrémisme violent. Enfin, **les acteurs de groupes armés sont unanimement perçus comme acteurs de division** favorisant l'insécurité et les tensions inter-intracommunautaires qui en découlent, **tandis que les leaders locaux et les organisations sont reconnus pour leurs efforts dans les actions collaboratives pour la cohésion sociale et l'assistance aux populations vulnérables.**

Recommandations pour le consortium

Ciblage

1. **Développer des critères de ciblage en toute transparence et en tenant compte des risques auxquels les groupes cibles seraient exposés** s'ils venaient à recevoir une assistance humanitaire sous forme de don et de cash. C'est spécialement le cas des femmes qui ont insisté sur le besoin de recevoir une assistance psychosociale au même niveau qu'une aide économique.
2. **Impliquer les autorités coutumières et chefs de quartier au même titre que les autorités administratives dans l'identification et la sélection des ménages** afin d'éviter des récupérations politiques et de garantir la confiance des communautés.
3. Des dynamiques intracommunautaires notamment au sein des communautés peulhs peuvent affecter l'efficacité des procédures de ciblage. En effet, l'attribution d'une aide ne peut se faire sans avoir consulté les leaders qui préconisent souvent le partage des bénéfices entre membres de la communauté. Un renforcement de capacité des leaders et de personnes chargées du ciblage sur leurs rôles et responsabilités dans l'identification des ménages les plus vulnérables est recommandée.

Communication

4. **Favoriser une stratégie de communication participative en organisant des sessions de consultation et de partage avec les communautés** concernées sur les activités.
5. Capitaliser sur les mécanismes de consultation mises en place par les ONG qui travaillent déjà avec ces communautés et les comités de gestion des conflits.

Approches DNH auprès des groupes perçus comme les plus vulnérables

6. **Renforcer l'inclusion des jeunes dans les activités sociales et de gestion de la vie locale** afin de les dissuader de rejoindre les groupes armés.
7. **Assurer une approche intégrée dans les activités ciblant les femmes** avec un volet d'appui économique et un volet assurant l'accès aux soins et des systèmes de protection et de gestion de cas de violence basée sur le genre.
8. Favoriser des activités de sensibilisation autour de la valorisation de la diversité des coutumes locales et sur la parenté à plaisanterie.

En outre, des recommandations plus précises insistent sur une approche sensible aux conflits sur le plan de la communication du projet, du ciblage, de la collaboration avec les parties prenantes (voir partie 3).

2. Les dynamiques de conflits

Evolution récentes

D'autres analyses produites de l'évolution du contexte dans la région dite de Liptako-Gourma (qui regroupe les zones frontalières des 3 pays concernés) montrent une intensification des violences ces dernières années⁴, avec une augmentation exponentielle des groupes armés non-étatiques (GANE) et de l'extension de leur zone d'influence⁵. Ces violences sont principalement liées à des opérations militaires des forces de sécurité contre ces groupes armés, des attaques des groupes armés contre les populations civiles et les forces de sécurité et des affrontements intercommunautaires ou intra-communautaires. Ces dynamiques de violence ont largement impacté, au fil des années, la cohésion sociale sur les bandes frontalières du Liptako-Gourma. L'insécurité, qui cible directement les institutions étatiques et ses représentants dans les zones excentrées des centres urbains, a amené les Etats du Liptako-Gourma à réduire leur présence sur des vastes parties des bandes frontalières, restreignant de fait l'accès aux services de base des populations. Cette absence et l'aggravation des conflits locaux entraînent une perte de légitimité de l'Etat auprès des populations, et une méfiance accrue envers les forces de sécurité.

Burkina Faso

Au Burkina Faso, il y a deux catégories de groupes armés non étatiques à savoir les groupes d'auto-défenses comprenant les Dozos, les Kolwéogos et les groupes armés perpétuant les attaques contre les populations et les FDS appelés des HANI (Hommes Armés Non Identifiés).

Grenier agricole du Burkina Faso, la région de la Boucle du Mouhoun fait face à une situation d'attaque par des HANI (Homme Armés Non Identifiés). Un Conflict Scan de Search et UNICEF

⁴ACLEED, *Conflict Data, Mali, Niger, Burkina Faso*, septembre 2020.

⁵ISS Africa, *Extrémisme Violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma*, Rapport no.26, Afrique de l'Ouest, décembre 2019, p.8.

effectué dans cette région en mars 2020 met en évidence le fait que les groupes armés recrutent facilement des jeunes dans ces zones⁶ en tirant profit du sentiment d'injustice socio-économique, d'abandon de l'Etat, de discrimination liée à leur appartenance à certains groupes communautaires, pauvreté, et à l'absence de perspectives d'emploi. Les déplacements forcés des populations les rendent très vulnérables et met de la pression sur les populations hôtes⁷.

Mali

La région de Mopti est fortement touchée par la présence de groupes armés ainsi que des actions militaires des forces de sécurité contre ces groupes, au milieu desquelles les populations locales sont prises d'assaut, résultant par des mises en blocus de certains villages. Dans le cercle de Koro, la restriction d'accès aux populations et les obstacles à la délivrance de l'aide par les groupes armés ont été dénoncés comme un déni de reconnaissance des besoins humanitaires par OCHA⁸. Les conflits intra- et intercommunautaires dans ce cercle sont en nette accentuation (surtout entre les Dogons et entre Peulh et Dogon)⁹. Depuis la dernière année, les groupes armés ont intensifié leurs attaques dans les forêts et les champs, surtout durant la période de soudure, dans le but d'empêcher la population de cultiver¹⁰. A Gao, dans les communes de Tessit et N'Tillit, la fin de l'année 2020 a été marquée par l'intensification des affrontements violents entre groupes armés et des incursions violentes dans les villages¹¹. Ceci est notamment lié aux luttes d'influence entre le Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (JNIM) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), en confrontation sur la bande frontalière du Liptako-Gourma pour le contrôle du territoire. Les activités de ces deux groupes entraînent des opérations militaires "anti-terroristes" menées par l'Etat malien et ses partenaires internationaux, notamment la force française Barkhane¹².

Niger

Les régions de Tillabéri et Tahoua accueillent un grand nombre de personnes réfugiées maliennes, ainsi que des personnes déplacées internes et également plus récemment des populations réfugiées du Burkina Faso¹³. UNHCR constate que ces régions ont vu une augmentation considérable du nombre d'incidents de protection qui s'explique par la recrudescence des incursions des groupes armés suivi d'exactions contre les civils, notamment les extorsions des biens à travers le prélèvement forcé de la Zakat¹⁴ et les agressions physiques. Une étude menée par Search dans ces

⁶ SFCG/UNICEF, Rapport de l'analyse des risques liés à la crise sécuritaire et des facteurs de cohésion sociale au Burkina Faso, mars 2020, p.6.

⁷ UNHCR, Rapport de monitoring de protection au Burkina Faso : Régions du Nord, Boucle du Mouhoun et Est, mai 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/77278.pdf>.

⁸ OCHA, Accès humanitaire au Mali: nécessité d'adaptation aux dynamiques locales, janvier à avril 2020, p.7 https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/mli_rpt_access_humanitaire_jan-avril_2020_20200714_vf.pdf.

⁹ Ibid.

¹⁰ OCHA, 2020, Op Cit., p.9.

¹¹ UNHCR, Mali, Cluster Protection : rapport mensuel de monitoring de protection, no7, juillet 2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/rapport_mensuel_de_monitoring_de_protection_n07_-_juillet_2020.pdf.

¹² Ibid.

¹³ UNHCR, Niger Update, Tillabery and Tahoua Regions Malian refugees and Internally Displaced Persons (IDPs), août 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNHCR%20Niger%20-%20Flash%20Update%20Tillabery%20and%20Tahoua%20-%20August%202020.pdf>.

¹⁴ Zakat désigne l'aumône obligatoire que chaque musulman verse en vertu des règles de solidarité au sein de la communauté musulmane.

régions explique la prolifération des groupes armés, conséquence d'une marginalisation sociale et économique de certaines communautés, notamment les pastoralistes dont certains peuvent être amenés à soutenir ces groupes armés pour assurer leur protection¹⁵. Selon un Conflict Scan de Search en 2018, l'une des causes du ralliement des jeunes de Tillabéri aux groupes armés est liée à la grande vulnérabilité socio-économique de la population, à la précarité de leur cadre de vie (manque d'accès à l'emploi, aux terres, manque d'opportunités économiques) et la frustration qui en découle¹⁶ (comme dans les autres pays de la région). A ce jour, Tillabéri reste une région où se propagent les groupes armés, même si les mairies et les forces de sécurité sont présentes et que les populations en général font confiance aux FDS et estiment que les autorités communales sont justes et efficaces.

Principaux résultats par pays

BURKINA FASO

Les régions de l'Est et de la Boucle de Mouhoun ciblées lors de cette analyse de la dynamique de conflit connaissent une dégradation progressive de leur contexte socioculturel et sécuritaire. Ces deux régions sont en effet affectées par les conflits intercommunautaires mais aussi les attaques récurrentes de groupes HANI. Cet état de fait ressort déjà lors d'une précédente analyse de conflit réalisée par Search en mars 2020¹⁷. Un jeune leader de Diapaga résume ce type de conflit en ces mots : *“ chacun se réclame la paternité des ressources, c'est l'anarchie totale ”*.

- **Les conflits liés à l'accès et à la gestion des ressources naturelles**¹⁸ sont considérés dans les communes des deux régions ciblées par cette étude comme étant des facteurs importants de déstabilisation avec des conséquences sur la cohésion sociale et la paix. Les répondants aux différents entretiens affirment que les ressources naturelles disponibles dans les zones beaucoup plus sécurisées tendent à s'amenuiser. La poussée démographique, l'arrivée des populations déplacées et réfugiées et les conditions climatiques imprévisibles sont autant de facteurs difficilement contrôlables et font de ces ressources un objet de convoitise par les communautés. Un responsable de la municipalité de Kassoum résume les causes de ce conflit en ces termes : *“ l'accession illégale des terres, les gens n'ont pas documents légaux et chacun se réclame de sa légitimité de posséder la terre ”*. Toutefois des altercations ont lieu dans les champs entre les jeunes cultivateurs. De plus, il est important de noter que la majorité des membres de la communauté ne dispose pas de documents administratifs attestant de la propriété des espaces. Un processus de régularisation administrative des propriétés coutumières pourrait être de nature à diminuer les tensions entre les membres de la communauté.

¹⁵SFCG, *Literature Review for Conflict Analysis in Tillabery*, Niger, février 2020.

¹⁶SFCG, Niger : conflict scan « Imakay Tillabéri Ce ! Unis pour Tillabéri », septembre 2018, p.26.

¹⁷SFCG/UNICEF, Rapport de l'analyse des risques liés à la crise sécuritaire et des facteurs de cohésion sociale au Burkina Faso, mars 2020, p.6.

¹⁸Ressources naturelles : elles se régénèrent naturellement plus ou moins vite. Elles sont toutes disponibles en quantité illimitée à condition que ces ressources aient le temps de se régénérer. L'eau, les terres cultivables, les espèces animales et les végétaux sont aussi des ressources naturelles renouvelables. Toutes ces ressources indispensables au développement de la vie sur Terre sont aujourd'hui confrontées à de multiples menaces.

- **Les conflits entre agriculteurs et entre éleveurs** existent depuis plusieurs années, mais force est de constater que ces dernières années, les violences engendrées par ces conflits sont de plus en plus désastreuses. Ces conflits sont fréquents tout au long de la période hivernale et au moment de la récolte entre les propriétaires des troupeaux de bétail et les agriculteurs. La raison avancée par les répondants fait référence au non-respect des textes qui régissent l'utilisation de la terre, des aires de pâturage et des couloirs de passage. Un représentant des agriculteurs à Botou rapporte : *“ les groupes ne s'entendent pas parce que d'une part les animaux des éleveurs ravagent les plantes des agriculteurs, certains agriculteurs tentent à retirer les terrains des autres. Tout ceci ne respecte aucune réglementation et aucune équité”*. Enfin, il est ressorti que les agriculteurs et les éleveurs sont confrontés à des restrictions affectant leurs déplacements dans certaines zones cibles des opérations militaires et confrontée à une insécurité grandissante. Ceci réduit les espaces cultivables pour les agriculteurs et de pâturage pour les éleveurs.
- **Les conflits intercommunautaires basés sur l'accès aux ressources naturelles** entre Peulh et Dogon (commune de Nouna), entre Peulhs et Samos (commune de Kassoum), entre Peulhs et Gourmantché, Mossi et Haoussa (commune de Kantchari et Botou) révèlent que les altercations interethniques de part et d'autre de la région des trois frontières enveniment la situation. Un représentant de la municipalité de Kassoum affirme : *“il y a eu une mésentente entre Peulhs et Samos pour une question de destruction des cultures par les animaux. Il y a également des problèmes de terrain entre les ethnies existantes (Samo, Mossis, Dafing)”*. L'accès aux armes étant de plus en plus répandue, ces conflits interethniques n'en deviennent que plus violents et plus fréquents. Un représentant des agriculteurs à Kassoum rapporte : *“la relation s'est dégénérée entre eux depuis quelques mois. Il y a une personne décédée côté Peulh et quelques blessés Peulhs et Samos. Il y a plusieurs cas comme ça dans toute la région”*.
- **Les attaques violentes intercommunautaires du côté du Mali entre Peulhs et Dogons ou entre Daoussahk et Peulh au Mali et au Niger ont systématiquement engendré des attaques entre les membres des ethnies concernés au Burkina.** De l'opinion des répondants, ce type de conflit existe parce que chaque groupe s'estime supérieur à l'autre ou pense avoir plus de légitimité quand il s'agit de la gestion des ressources naturelles¹⁹.
- **Les tensions liées à la gouvernance locale** résultent de la précarité des services sociaux de base. Bien que les répondants reconnaissent que les autorités administratives et le personnel des institutions étatiques font de leur mieux pour améliorer les conditions de la population (activités de cohésion sociale, sécurité de la population, prestation de service de santé, documents légaux, sensibilisation sur les thématiques à potentiel conflictogène etc.), les entretiens des membres de la communauté révèlent des dysfonctionnements qui créent leur mécontentement. Ces dysfonctionnements affectent notamment l'accès et la qualité des services de soin²⁰. Un leader des groupes des agriculteurs de Kassoum affirme

¹⁹KII, Leader d'une communauté de déplacés, Nouna, octobre 2020.

²⁰KII, membre d'un groupe d'auto-défense de Diapaga, octobre 2020.

dans le même sens : “ *le mécontentement grandit au sein de la population sur les services de l’Etat et ça crée des mésententes entre les agents santé et la population pour des questions d’accueil, de manque de personnel et le manque des produits d’urgence. Il y a un mécontentement entre la mairie et la population concernant les taxes*”. Les répondants ayant participé au KII et FGD ont noté que pour le moment il n’y a pas d’acte de violence par rapport à ce type de tension entre communauté et autorité. Toutefois, il en résulte une perte de confiance dans les institutions de l’État et une remise en cause de leur légitimité. La mauvaise gestion de la vie locale est une des motivations vers l’extrémisme violent.

- En plus des multiples exactions sur la population des régions de l’Est et de la Boucle du Mouhoun, les HANI ont recours à l’imposition sur la population d’une taxe religieuse qui sert à entretenir les groupes armés. Cette situation est également entretenue par la faible couverture des forces de défense dans la zone comme mentionné dans les deux régions. Les répondants, ont noté que la présence des groupes d’auto-défense dans leur communauté leur procure un peu plus de quiétude, même si ces derniers abusent parfois de leur pouvoir sur la communauté. Cette situation limite par la même occasion la collaboration entre la communauté et les forces de défense et de sécurité. Le sentiment d’abandon des communautés crée une fracture entre les communautés et les intuitions de l’État. Un leader religieux de Barani affirme sa perception des autorités en ces termes : “*les autorités font profil bas. On ne sent pas leur présence et leur maîtrise de la situation sécuritaire. Les groupes d’autodéfense sont engagés mais ils manquent d’organisation, il y a des manquements dans leurs actions même s’ils protègent la population*”.
- Dans les 3 communes d’intervention : Diapaga, Barani et Nouna **un conflit de chefferie traditionnel** oppose les groupes Dogons et Peulhs. Dans la province de Tapoa, des tensions intracommunautaires entre chefferies sont plus récurrentes. Le contrôle de la terre et des points d’eau est également la raison pour laquelle les leaders de ces deux groupes se disputent la chefferie traditionnelle. Selon les répondants, ce type de conflits constitue un réel problème pour la cohésion sociale au niveau communautaire.
- Dans la commune de Barani ce type de conflit est associé à l’accession à la chefferie, qui amène les membres de la communauté à user de violence. Selon les répondants de cette commune, l’implication des acteurs politiques dans le domaine de la chefferie remet en cause la crédibilité des chefs et cela engendre des tensions entre les leaders selon les personnes interrogées. Là également les Peulhs et les Dogons ont été cités comme les communautés les plus concernées par ce type de conflit. Un répondant au niveau de la municipalité rapporte : “*aujourd’hui la chefferie n’est plus ce qu’elle était par le passé, elle est trop politisée et cela est la base des contestation populaires, des conflits entre les membres de la communauté*”. A Diapaga, un leader communautaire affirme : “*la corruption dans la justice sociale et la politique divisent les groupes. Ce phénomène a même atteint le milieu de la chefferie traditionnelle*”. Au niveau de la commune de Nouna, les données collectées font état d’une difficulté à collaborer chez les leaders provenant des ethnies Peulhs et Dogons. Dans cette commune ce conflit découle également de la volonté de chacun des leaders de ces deux ethnies à réclamer plus de notoriété et de pouvoir que

l'autre. La mésentente au niveau de la chefferie engendre également des conflits entre leurs adeptes. Un membre de la communauté des agriculteurs affirme que : *“la soif de pouvoir et l'absence de transparence font que les communautés ne peuvent pas honnêtement travailler, il y a aussi la politique qui intervient dans la chefferie et ce n'était pas le cas par le passé”*. Ces oppositions engendrent des victimes, une répondante a évoqué que les altercations entre chefferies à Barani ont provoqué la mort de deux enfants du chef de Barani. Les divisions communautaires sont amplifiées par ces tensions et donnent lieu à des confrontations violentes ou d'enlèvements. Dans les trois communes les répondants ont unanimement affirmé qu'il y a un phénomène de violence engendré par la soif de pouvoir entre leurs chefs et cela ne fera que dégrader davantage le contexte socioculturel et sécuritaire.

Conséquences sur les populations vulnérables

Impact chez les jeunes en manque d'épanouissement et d'action solidaire

Dans la région de la Boucle du Mouhoun, les conflits impactent négativement l'épanouissement des jeunes. En effet, les jeunes n'arrivent plus à mener les activités économiques. Selon les entretiens, on assiste aux retraits des terres pour les cultures et l'élevage. Conséquence, l'augmentation de la pauvreté, l'exode rural et l'augmentation des divorces dans les ménages. En outre, les jeunes affirment également qu'ils n'arrivent plus à aller à l'école et que la méfiance entre les jeunes d'une même localité a augmenté. En corollaire, la zone fait face à une augmentation du banditisme, du chômage et des tensions sociales. Certains répondants ont par exemple illustré ceci par l'opposition grandissante de certains parents à des unions intra- ou intercommunautaires, par manque de confiance envers les jeunes des localités voisines. Dans la région de l'Est, les jeunes ont également beaucoup insisté sur leur manque d'épanouissement dû aux restrictions des déplacements qui affectent les activités d'entraide, par exemple les récoltes communautaires ou les baptêmes. Le manque d'activité dans ce contexte sécuritaire a engendré une attitude de méfiance entre les jeunes. Toujours, dans les entretiens FGD, les participants mentionnent l'augmentation des attitudes axées sur l'identité ethnique, la distanciation entre les groupes de jeunes, et l'impact de cette méfiance sur les mariages, pourtant traditionnellement outils de régulation sociale dans la région.

Impact sur les femmes, entre détresse psychologique et affaires familiales

La perte des vies humaines à cause du conflit a rendu de nombreuses femmes veuves et puis cheffes de ménage. Elles se retrouvent ainsi seules avec plusieurs enfants à leur charge. Dans la région de la Boucle du Mouhoun, l'augmentation d'actes de violence basées sur le genre perpétré par les GANE et les civils engagés dans des actes de banditisme, ayant pour conséquence des grossesses non désirées intensifient la situation de vulnérabilité des femmes. L'insuffisance des vivres accentuent les difficultés liées à la gestion du foyer et leur rend difficile de subvenir aux besoins de leurs enfants. Les femmes sont également confrontées aux difficultés de bénéficier de soins sanitaires en cas de maladie pour des raisons économiques et sécuritaires. Dans la région de l'Est, les femmes qui ont été consultées ont fait part de leur sentiment d'être de plus en plus victimes de marginalisation au sein de la communauté et sont confrontées au manque de ressources alimentaires, aux maladies et sont permanemment en situation de détresse psychologique.

Impact sur les communautés de personnes réfugiées et déplacées

Dans la région de la Boucle du Mouhoun, les communautés de personnes réfugiées et déplacées manquent de logement, de biens non-alimentaires et de vivres. Étant dans des localités hôtes, les ménages agriculteurs en situation de déplacés internes n'ont pas accès à des terres arables pour mener leurs activités agricoles. Les enfants déplacés et réfugiés, dont certains étaient scolarisés dans les localités d'origine, se retrouvent en situation de déscolarisation dans les localités hôtes. Les éleveurs en situation de déplacés internes n'ont pas accès aux pâturages et sont victimes de vols occasionnant ainsi la perte de bon nombre de leur bétail. Dans la région de l'Est, les conséquences des conflits sont similaires à celles soulevées par les participants de la région du cercle de Mouhoun. A chaque fois que la zone est attaquée, les agriculteurs et les éleveurs sont obligés de fuir les violences en abandonnant leurs biens. Dans la plupart des cas, les personnes déplacées n'ont pas accès à des terres cultivables et font face à l'insécurité alimentaire tandis que les charges familiales et les besoins d'accès aux soins augmentent²¹. Selon les informateurs clés, les populations de personnes déplacées se sentent stigmatisées parce qu'elles vivent dans la pauvreté et n'ont pas d'activité économique. A Botou, les participants ont évoqué une méfiance croissante entre les communautés de personnes déplacées et les communautés hôtes, en raison notamment de l'incertitude qui réside sur les identités des personnes et des risques d'infiltration des bandits armés extrémistes dans la population.

Connecteurs et diviseurs

Des autorités présentes mais qui présentent des insuffisances dans la gestion de la vie locale

Les autorités locales, c'est-à-dire la préfecture à travers le comité départemental de secours d'urgence et de réhabilitation (CODESUR), les mairies, les chefs de village, les conseils villageois de développement (CVD), le collège de sages et anciens, l'action sociale ainsi que les FDS sont mandatées pour apaiser les conflits violents. L'étude participative a pu mettre en exergue la faible implication des communautés dans la gestion des biens publics. Ceci accentue les tensions et le mécontentement des communautés. Le sentiment d'exclusion et d'injustice ont été notifiés par les membres de la communauté qui estiment que les différences de partis politiques influencent considérablement les décisions et les avantages donnés à la communauté.²² Les répondants ont également mentionné un sentiment d'abandon de la part des autorités, au risque de perdre la confiance des communautés. Leurs actions sont saluées par les communautés hôtes et plus particulièrement par les communautés de personnes déplacées et réfugiées qui estiment que les autorités travaillent pour la cohésion sociale et l'apaisement des tensions. De plus, les personnes déplacées affirment qu'elles sont bien accueillies et qu'elles ont des facilités d'accès aux documents administratifs et aux services de santé. Dans l'ensemble, bien que la perception dans les deux régions soit bonne, il ressort des entretiens avec les communautés que les autorités doivent faire preuve de plus de transparence et de justice sociale.

²¹FGD, leaders des communautés de déplacées, Kantchari, octobre 2020.

²²KII, femme leader, Bomborokyu, octobre 2020.

Les responsables locaux et les structures d'assistance sociale

Un nombre d'acteurs aux niveaux étatique et communautaire ont été cités pour leur capacité à fédérer les groupes en conflit afin de maintenir la cohésion sociale et protéger les habitants. Les leaders traditionnels, c'est-à-dire les chefs religieux et coutumiers, les jeunes leaders, les femmes leaders, les comités de paix et de protection, les associations des agriculteurs, les associations des éleveurs. Ces acteurs interviennent dans la sensibilisation, la consolidation de la paix, la réconciliation des parties en conflit, le rassemblement de la communauté. Les organisations humanitaires telles qu'Action Contre la Faim (ACF), Comité de Suivi Concitoyenneté (CSC), TINTUA, et l'Association BOALIHAMDOU ont été citées comme des acteurs qui assistent les populations vulnérables et sensibilisent les membres des communautés et les jeunes.

Les groupes d'auto-défense, perçus comme les garants de la protection communautaire

Dans les zones affectées par les conflits, les groupes d'auto-défense tels que Kolglweogos et Dozo sont vus par la communauté comme les principaux garants de la sécurité. Pour nombre de répondants, ces derniers auraient contribué à la diminution du grand banditisme, des vols, et de l'insécurité.

MALI

Région de Mopti (Koro)

Les types de conflits existant dans le cercle de Koro sont principalement les conflits intra et intercommunautaires, les conflits autour des ressources naturelles et les conflits entre groupes armés.

- **Les conflits inter et intracommunautaires** opposent deux ou plusieurs communautés, se manifestent, par des affrontements violents, la destruction des biens, les assassinats ciblés, les vols des bétails, les enlèvements, les braquages et les intimidations. Les conflits intracommunautaires sont des conflits qui opposent des membres d'une même communauté et qui se manifestent par la quête de leadership, l'affirmation d'une appartenance à un clan, les affrontements, les assassinats, des enlèvements, des braquages et les intimidations. Selon un informateur clé : *“les dogons qualifient les peuls de complices des groupes armés non identifiés, et les peuls se sentent victimes de la barbarie des milices Dozos qui sont pour la plupart des Dogons. Pour moi, ce sont les groupes armés non identifiés qui sont à la base des conflits entre peulhs et dogons²³.”* A l'instar de cette déclaration, les participants aux enquêtes ont majoritairement attribué les conflits intercommunautaires aux groupes d'autodéfense qui se reposent sur la légitimité qu'ils tirent des communautés Peulhs et Dogons.
- **Les conflits autour des ressources naturelles** opposent généralement les éleveurs et agriculteurs autour des espaces de pâturage, de culture et autres ressources naturelles. Les causes de ce type de conflit reposent essentiellement sur les litiges fonciers, le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles qui deviennent de plus en plus rares dans cette zone.

²³KII, informateur clé, Koro, octobre 2020.

Selon un informateur clé de Dioungani, il explique que la diminution des espaces cultivables et de pâturages s'explique par le fait que chaque groupe veut avoir la mainmise sur les espaces disponibles²⁴; allant dans le même sens, un participant de Yoro dira que : *“les agriculteurs et les éleveurs n’arrivent pas à s’entendre sur les lieux de pâturages et les chemins de passage des animaux”*²⁵. Ces types de conflit impliquent très généralement les éleveurs et les agriculteurs, les autorités administratives et locales, les chefs coutumiers.

- **Les conflits entre les groupes armés** se manifestent par des affrontements entraînant un nombre de morts élevé, des attaques surprises contre les FDS et autorités étatiques, la pose d’EEI sur les axes fréquentés, les assassinats et exactions ciblés commis à l’encontre des populations civiles. Dans la région de Mopti, les acteurs impliqués sont les groupes d’auto-défense Dozo, les groupes armés non identifiés terroristes, les forces étrangères (Barkhane et MINUSMA) et les FDS. Les causes de ce conflit sont multiples, certains groupes veulent imposer de nouvelles lois et règles sociales basées sur la charia, tandis que d’autres sont animés par le contrôle des ressources. Les conflits entre groupes armés affectent particulièrement les jeunes femmes, victimes de violence physique et sexuelle et qui de surcroît font face à des restrictions dans leurs déplacements. Ces restrictions sont imposées plutôt par les groupes armés qui sont influents dans cette zone et imposent leur loi. Les autorités locales sont faiblement absentes et ou influentes dans cette zone. Ces restrictions sont généralement imposées par les autorités locales²⁶. Il convient également d’ajouter que ces conflits deviennent communautaires, avec la création de groupes d’auto-défense associés à un groupe ou une communauté contre une autre. Ceci entraîne le déplacement forcé des populations.

Région de Ménaka

Dans la région de Ménaka, ce conflit scan a été réalisé dans le cercle d’Anderamboukane, situé à 95 km à l’ouest du chef-lieu de la région. Ce cercle connaît également des conflits inter et intracommunautaires et des conflits autour des ressources naturelles.

- **Les conflits intercommunautaires opposant les Peulhs aux Daoussaq** se manifestent par des affrontements à l’aide d’armes à feu et de machette, des enlèvements et des assassinats ciblés, des vols, braquages et intimidations. Les causes de ces conflits intercommunautaires à Ménaka tournent fondamentalement autour des points d’eau qui sont rares, ce qui provoque des tensions à chaque fois que les éleveurs viennent abreuver leurs animaux. Les propriétaires des terres sont les Daoussaq et ils ne pratiquent que l’agriculture. Les participants aux enquêtes rapportent que l’endommagement d’un terrain donne vite lieu à un conflit.

²⁴KII, autorité locale, Dioungani, octobre 2020.

²⁵KII, leader du groupe éleveur, Yoro, octobre 2020.

²⁶FGD, femmes (20-30), Bondo, octobre 2020.

- **Les conflits intracommunautaires opposent les différentes tribus Tamasheq et les différentes communautés et castes Peulhs.** Les causes de ces conflits sont surtout liées à la quête de leadership au sein d'une même communauté. Les conflits entre peulhs sont le plus souvent liés à l'accès difficile aux points d'eau, rares dans la zone, ce qui pose des défis et une compétition pour abreuver les animaux. Les conflits donnent lieu à des attaques à main armée, des enlèvements, des assassinats ciblés et enfin des destructions de bien. *“Les disputes se font sur les animaux, chacun veut qu'il ait beaucoup plus d'animaux que l'autre, des vols même d'animaux se font aussi autour du puits où chacun veut abreuver ces animaux à lui seul²⁷.”*

Région de Gao

Dans la région de Gao, cette étude a concerné deux localités à savoir : N'Tillit et Tessit. Il ressort clairement des entretiens réalisés avec les informateurs clés et les FGD qu'il existe les conflits suivants : conflits inter et intracommunautaires, groupes armés, et des conflits autour des ressources naturelles.

- **Les conflits intracommunautaires** surviennent entre les tamasheq pour des problèmes de leadership et de contrôle de gestion alors que les conflits intercommunautaires dans ces zones impliquent les peulhs et les touaregs autour des problèmes politiques et religieuses, de mauvaise gestion, d'accusation de vol. Selon un leader communautaire de N'Tillit, les causes de ces conflits sont pour la plupart liées à des problèmes de chefferie au sein de la communauté.
- **Les conflits intercommunautaires** liés aux ressources naturelles. Les raisons sont quasi identiques à celles identifiées dans la région de Mopti (cercle de Koro), c'est-à-dire les conflits entre agriculteurs et éleveurs autour des points d'eau, des espaces de pâturages et des champs de culture. La particularité des conflits autour des ressources naturelles dans la région de Gao est l'existence de conflits entre les pêcheurs et les éleveurs. Il se manifeste par la destruction des filets de pêche fixés dans les mares où viennent s'abreuver les animaux. Les causes de ce type de conflit sont liées à l'accès, au contrôle et l'exploitation des espaces naturels (pâturage, champs de culture, mare). Selon un leader de Tessit, *“les groupes se disputent à cause des ressources : telles que les zones de pâturages, les lieux pour abreuver les animaux, le pouvoir²⁸”*. De plus, les KII effectués auprès des personnes d'influence montrent que les conflits existent entre éleveurs et agriculteurs, entre Peulhs et les Tamasheks et entre Tamashek eux-mêmes (éleveurs/éleveurs)²⁹ avec des confrontations entre différentes tribus Imghad contre Ifoghas et Daoussaq contre Ifoghas.
- **Le conflit entre les groupes armés** s'est étendu suite à la dégradation de la situation dans le nord qui reste préoccupante et de graves menaces, qui continue de peser sur les populations vivant dans ces zones. Les acteurs impliqués dans ces conflits dans la région

²⁷FGD, hommes de 20 à 30 an, Anderamboukane, octobre 2020.

²⁸KII, leader réfugié homme, Tessit, octobre 2020.

²⁹KII, leader Communautaire, N'Tillit, octobre 2020.

de Gao sont : JNIM, l'EIGS, les FDS et les forces étrangères. Ces conflits se manifestent par des affrontements meurtriers, des assassinats, des exactions à l'encontre des populations civiles, et pose des EEI (Engins Explosifs Improvisés) sur les axes fréquentés (Ansongo-Menaka), des attaques surprises contre les FDS et autorités étatiques. Les causes de ce conflit sont multiples : imposition de la charia, contrôle des ressources minières, contrôle du territoire³⁰ (notamment des grands axes du trafic de drogue, et d'armes³¹) etc.

Conséquences sur les profils vulnérables

Impact sur les plus jeunes : exode rural, enrôlement et manque d'opportunités économiques

Les impacts de ces conflits sur les jeunes sont entre autres l'exode rural, l'enrôlement par les groupes armés et le chômage. Comme l'a souligné un informateur clé à Bondo : *“ils sont au premier rang des conflits car ils en sont à risque d'adhérer à des groupes armés et ils souffrent de l'insécurité, de la pauvreté et de la déscolarisation³²”*. La vie dans ces localités devient de jour en jour précaire car la jeunesse, qui est la majorité de la population, n'arrive plus à s'épanouir. A Gao, il est ressorti des KII et de FGD que les jeunes sont affectés par la fermeture des écoles. Certains ont opté pour le banditisme pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. De plus, les mariages précoces chez les jeunes filles et garçons sont en augmentation. Selon les participants au FGD avec des communautés de déplacés d'Intillit à Gao : *“les jeunes sont les premières victimes de ces conflits, ils ne vont plus à l'école, ceux qui sont aptes à travailler chôment et il n'y a pas de travail pour les occuper³³”*. A Ménaka, l'impact qui a été le plus cité, est le risque accru de voir les jeunes rejoindre les groupes armés ou de basculer dans la délinquance. Selon des jeunes participants à un FGD : *“à cause des problèmes d'emplois, les jeunes deviennent des délinquants et même rejoignent les groupes armés³⁴”*. La fermeture des écoles, le risque d'enrôlement des enfants dans les groupes armés, le déplacement massif vers les grandes villes et les sites d'orpaillage sont des points communs qui touchent les jeunes.

Impact sur les femmes : limitation de leur déplacement, responsabilité familiale accrue et vulnérabilité économique et sociale

Les conséquences de ces conflits sont importantes et ont des effets néfastes car ils poussent les femmes les plus vulnérabilisées par le conflit à utiliser des stratégies de survie négatives comme la prostitution pour subvenir à leurs besoins. Dans l'ensemble des zones de l'étude, les femmes sont particulièrement exposées aux risques de viol et de violence physique et/ou émotionnelle, qui ont augmenté le nombre de grossesses non-désirées dans la zone. Ceci est particulièrement le cas à Dinangourou (Mopti), commune très affectée par l'insécurité³⁵. Lors d'un FGD des femmes d'une communauté hôte dans la région de Ménaka, les participantes ont évoqué les difficultés à

³⁰Selon un répondant KII (Force de Défense et de Sécurité) de Tessit, “les groupes armés se disputeraient à cause du trafic de drogue, braquage, le contrôle du terrain et l'exploitation des ressources minières (or)”, octobre 2020.

³¹Avec le désengagement de l'Etat, de nouvelles plaques tournantes (drogues et armes) ont émergé (Tabankort, vallée du Tilemsi au nord de la région de Gao, Ber et Lerneb (respectivement à l'est et à l'ouest de Tombouctou).

³²KII, leader du groupe jeunes, Bondgo, octobre 2020.

³³FGD, PDI, Intillit, octobre 2020.

³⁴FGD, jeune homme de 20 à 30 ans, Anderamboukane, octobre 2020.

³⁵FGD, femmes, Dinangourou, octobre 2020.

affronter ces violences basées sur le genre, en plus d'assumer le rôle de cheffe de ménage en cas de veuvage³⁶. Il est également ressorti des enquêtes que ces conflits impactent sérieusement l'activité économique des femmes, qui en temps normal, développent des activités génératrices de revenus afin de contribuer à supporter les charges du foyer. A Gao, les participants ont affirmé être limitées dans l'exercice d'activités associatives et économiques à cause de l'insécurité : *“ces conflits nous empêchent de travailler dans nos champs, à cueillir et ramasser du bois de chauffe, à mener des activités génératrices de revenus et la vie est devenue plus chère”*³⁷. L'ensemble des femmes consultées ont fait mention de leur vulnérabilité économique à cause de l'insécurité et se sentent responsables pour leur foyer. Elles sont en détresse par rapport au fait que leurs enfants sont à risque et vulnérables dans ces conflits, et que leurs capacités à leur apporter protection est limitée³⁸.

Impact sur les communautés de réfugiés et de déplacés

Les impacts sur les personnes réfugiées et déplacées sont quasiment les mêmes dans les différentes localités car les déplacements forcés liés aux conflits les amènent systématiquement à perdre leurs biens et terres. Dans la plupart des cas, les populations déplacées et réfugiées n'ont pas accès à des terres cultivables, ce qui augmente d'autant plus leur vulnérabilité et leur dépendance à l'assistance³⁹. Dans les communes de Bondo et Yoro, des leaders d'agriculteurs ont confirmé que cela fait 4 ans qu'ils n'ont pas pu avoir accès à leurs terres pour cultiver. Les bétails y sont souvent volés, il n'y a pas accès au centre de santé, les écoles sont fermées et les populations sont déplacées. L'économie locale est détruite. Selon les informations des KII et FGD, ils vivent dans la précarité totale, le désespoir et sans logement décent. Lors du FGD, déplacés à N'Tillit, les participants ont dit ceci : *“ce sont surtout les femmes et les enfants qui souffrent dans les situations de déplacement. L'abandon des biens, l'arrêt de l'école pour les enfants, la disparition ou mort des maris, la perte de la dignité et la pauvreté sont des maux auxquels elles sont confrontées”*⁴⁰.

Particulièrement dans la région de Gao, les groupes armés utilisent plusieurs moyens de pression sur les femmes cheffes de ménages, comme par exemple le paiement de la Zakat. Ces conflits entraînent des mouvements forcés de population, la famine, le désespoir, l'abandon des animaux et des biens, l'absence de logement décent et l'abandon de l'école par les enfants. La diminution des activités agropastorales liées à l'insécurité a largement aggravé l'insécurité alimentaire et la malnutrition affectant la population.

Connecteurs et diviseurs

Les autorités reconnues mais remises en question

A Gao, des mécanismes visant à maintenir et renforcer la cohésion sociale entre les communautés existaient déjà. Il s'agit des comités locaux, des COFO et le RECOTRAD qui peuvent être les

³⁶ FGD, femmes de plus de 30 ans, Anderamboukane, octobre 2020.

³⁷ FGD, femmes de plus de 30 ans, Tessit, octobre 2020.

³⁸ KII, leaders groupes femmes, Dioungani, octobre 2020.

³⁹ KII, leader d'une communauté de personnes déplacées, Koro, octobre 2020.

⁴⁰ FDG, personnes déplacées, N'Tillit, octobre 2020.

points d'appui pour des actions de paix et de réconciliation. Outre ces structures locales, les autorités coutumières, communales et administratives, les associations de jeunes et de femmes posent des actions allant dans le sens du renforcement de la cohésion entre les communautés. D'ailleurs, toutes les organisations humanitaires s'appuient sur ces acteurs pour atteindre les populations et contribuer à la cohésion sociale entre les communautés. Si les structures de gestions locales facilitent l'entente et la cohésion, il est important de noter que le sentiment d'injustice et la mauvaise gouvernance, attribuée à l'absence des FDS pour assurer la sécurité des communautés et une gestion discriminatoire et partielle ont contribué à exacerber les tensions entre celles-ci⁴¹. **A Ménaka**, la collecte de données a mis en évidence la perception des répondants selon laquelle l'insuffisance des services sociaux de base, la mal gouvernance et l'injustice ont contribué à accroître les tensions entre les communautés. Tout cela revient à évoquer l'insatisfaction vis-à-vis du système de gouvernance. Selon un leader communautaire d'Anderamboukane : *“c'est le système de gouvernance qui a conduit le pays dans la crise qui continue. Ce système est basé sur le népotisme, le favoritisme et la considération d'une communauté par rapport aux autres”*⁴². Une autre autorité locale de Anderamboukane abonde dans le même sens : *“la mauvaise gouvernance, le manque d'autorité de l'état et force de sécurité ont beaucoup favorisé les tensions entre les groupes”*⁴³. Toutefois, la présence de la mairie seule est perçue par les communautés comme un facteur de connexion dans la localité.

L'insécurité et l'impunité

A Gao, les braquages, les vols et autres actes de banditisme sont imputés systématiquement à une communauté. Ce qui crée des sentiments de frustration et de méfiance entre les communautés. Selon un leader de N'Tillit : *“il y a des gens qui ne vivent que de l'insécurité. Certaines personnes continuent avec des propos haineux envers d'autres personnes et communautés. Les accusations mutuelles de vol, de braquage entre les communautés sont aussi des facteurs qui divisent”*⁴⁴. L'absence de sanction exacerbe le sentiment d'injustice chez les victimes et de supériorité sur les groupes commettant des exactions⁴⁵. Les consultations ont régulièrement conduit à confirmer que certains groupes communautaires s'isolent parce qu'ils se sentent supérieurs aux autres (valeurs de noblesse). **A Ménaka**, les menaces, les intimidations, les vols, les cambriolages, les violences psychologiques, émotionnelles et assassinats ont été les attitudes et actions qui ont rendu difficile la cohésion et le vivre ensemble dans cette zone⁴⁶.

Symboles et cultures

A Gao, le bon voisinage, le respect des autres, les événements traditionnels (course de chameaux), les fêtes musulmanes et l'esprit de complémentarité ont été des facteurs d'entente de cohésion entre les communautés. Selon les participants d'un FGD Homme à Tessit, *“par le passé, les communautés participaient ensemble aux festivités, à la fête de l'indépendance. Ces moments leur*

⁴¹KII, N'Tillit, octobre 2020.

⁴²KII, leader communautaire homme, Anderamboukane, octobre 2020.

⁴³KII, représentant autorité locale, Anderamboukane, octobre 2020.

⁴⁴KII, leader communautaire, N'Tillit, octobre 2020.

⁴⁵FGD, femmes, N'Tillit, octobre 2020.

⁴⁶KII, leader communautaire, Anderamboukane, octobre 2020.

permettaient d'échanger et de nouer des contacts.” Une grande partie de cette zone étant sous influence des groupes radicaux, la plupart des festivités sont interdites, alors que ces symboles unissaient les communautés de la zone. Toutefois, il conviendrait de noter qu'à Mopti par exemple, certains événements sont fêtés par une communauté excluant les autres. C'est le cas de la fête du meilleur troupeau (fête de transhumance à Koro) à laquelle les dogons ne participent pas. Un leader communautaire dira aussi : *“les Dogons célèbrent leurs événements comme : chasse collective, Toguna dont les peulhs sont exclus⁴⁷”*. A Ménaka, l'entraide, la cohésion sociale, le festival tamadacht (événement culturel) sont entre autres des expériences que les communautés ont partagées ensemble par le passé et qui sont sources de connexion⁴⁸. Le festival Tamadacht et la fête d'indépendance du Mali sont des fêtes célébrées par toutes les communautés avant la crise de 2012, aujourd'hui les communautés ne la célèbrent plus car les groupes radicaux l'interdisent. De plus, la fête traditionnelle de « Tandé » ne fédère plus autant et des célébrations sont menées exclusivement par certaines communautés touaregs. Selon un représentant des agriculteurs à Anderamboukane la crise sécuritaire et les tensions intracommunautaires ont divisé les communautés Tamasheqs : *“les uns ne participent plus aux festivités organisées par d'autres (Tandé)⁴⁹”*.

Attitudes collaboratives mises à mal par une méfiance accrue des communautés entre elles

A Gao, dans cette zone, des rencontres intercommunautaires sont souvent organisées, à l'initiative des différents leaders communautaires, pour échanger sur les questions de paix, de sécurité et du vivre ensemble. Selon un informateur clé de N'Tillit: *“ces rencontres étaient des occasions pour prendre des décisions qui engageaient toutes les communautés concernées.”*

A Ménaka, les communautés se sont toujours considérées dans le respect et les mésententes se géraient par des concertations et dialogues. Cependant, les problèmes liés à l'insécurité et la perte progressive de repères culturels communs ne font qu'intensifier un sentiment de méfiance. Il est important de signaler que dans ces localités les attitudes qui créent la confusion et l'amalgame sont les rumeurs, ainsi que les braquages qui sont imputés à une communauté sans preuve, ainsi que la méfiance au sein ou entre les communautés. Un leader communautaire insiste sur l'adoption de comportements négatifs : *“il existe des préjugés, des menaces car l'un pense qu'il est supérieur à l'autre, ou encore ne respecte pas l'opinion de l'autre cela peut engendrer la violence forcément pour se faire respecter ou entendre⁵⁰”*. Selon un autre leader communautaire : *“le non-respect des conventions établies entre les communautés, l'ego, l'escroquerie, l'impunité, la corruption, la jalousie ont contribué à créer un climat de méfiance entre les communautés⁵¹”*.

NIGER

Le foncier constitue la principale source de richesse pour les familles les plus pauvres. Non seulement l'accès à la terre est fondamental mais il représente aussi une source de prestige. Ces

⁴⁷KII, leader communautaire, Dinangourou, octobre 2020.

⁴⁸FGD, femmes, Ménaka, octobre 2020.

⁴⁹KII, représentant des agriculteurs, Anderamboukane, octobre 2020.

⁵⁰KII, autorité locale, Dioungani, octobre 2020.

⁵¹KII, représentant des éleveurs, Tessit, octobre 2020.

types de conflits résultent, selon les répondants dans les trois communes cibles, de l'anarchie dans l'utilisation des ressources naturelles telles que la terre, l'eau et le pâturage, exacerbés par des conditions climatiques qui réduisent considérablement ces sources.

- **Tensions intercommunautaires entre agriculteurs aux éleveurs** : ces conflits qui opposent agriculteurs et éleveurs ont généralement pour cause, la mise en culture des couloirs de passage des animaux et aux alentours des points d'eau, l'introduction des animaux dans les champs, le non-respect des dates d'ouverture et fermetures des champs, l'insuffisances des terres cultivables, et des espaces réservés aux pâturages. Il ressort également des entretiens que les responsabilités dans la survenue de ce conflit sont partagées entre éleveurs et agriculteurs. Malgré leur connaissance des tensions liées à l'utilisation des espaces, ces derniers n'améliorent pas leurs attitudes et comportements pour limiter les risques de survenue de ce type de conflit. Aussi, il ressort une utilisation d'armes à feu notamment chez certains éleveurs dans ce type de conflit comme cela a été rapporté par les autorités à Abala⁵². Au niveau de la commune de Banibangou et Tilia⁵³, le constat qui ressort des données collectées est similaire. Les agriculteurs ont une mauvaise perception des éleveurs parce qu'ils estiment que ces derniers font exprès de laisser le bétail commettre des dégâts sur les champs. Aussi, l'insuffisance d'action et d'implication des parties prenantes aux conflits ne favorise pas l'efficacité des approches de prévention de ce type de conflit.
- Le problème de partage des ressources a exacerbé les conflits intra-communautaires parmi les éleveurs. Ils sont liés à l'utilisation des points d'eau mais aussi par l'occupation anarchique des aires de pâturage. Selon les communautés, la violence autour de ce conflit opposant les éleveurs entre eux a fait beaucoup de victimes et entrave la cohésion sociale. Il ressort également des entretiens que la restriction des lieux de pâturages du fait de l'insécurité liée aux attaques des GANE (Groupes armés non-étatiques) mais aussi des opérations militaires en cours dans les zones cibles du projet font que les éleveurs se regroupent dans un même endroit. C'est le cas à Tilia, où des affrontements entre éleveurs ont lieu au risque de se transformer en conflits violents⁵⁴.
- **Les tensions intra-communautaires parmi les agriculteurs** se retrouvent dans des conflits qui ont pour cause le non-respect de la limite des champs pendant la période hivernale mais aussi la revendication de la terre ou de l'héritage successoral. Les raisons avancées lors des entretiens et groupe de discussion réalisés avec les membres des communautés pour ce type de conflit se rapportent à l'ignorance, le non-respect du droit de l'autre, l'intolérance et la mauvaise foi. Les représentants des collectivités mentionnent l'absence souvent de preuves qui attestent des limites des terres. Ce type de conflits a été unanimement mentionné par l'ensemble des répondants au niveau des trois communes interrogées lors des différents entretiens.

⁵²KII, représentant autorité locale Abala, octobre 2020.

⁵³KII, acteur des médias, Banibangou et Tilia, octobre 2020.

⁵⁴FGD, jeunes hommes, Tilia, octobre 2020.

- **Les conflits liés à l'extrémisme violent sont présents et sont généralement attribués aux GANE** qui utilisent les manquements des institutions étatiques pour instaurer un climat de terreur. L'imposition de taxes religieuses par ces derniers aux membres de la communauté peut causer des pertes de vie humaine en cas de refus. L'ignorance des règles islamiques, la consommation des stupéfiants, la négligence de l'Etat dans le contrôle des frontières, les séquelles de l'expansion des GANE dans la zone de trois frontières (Mali, Niger-Burkina Faso) et la prolifération des armes, sont autant de causes citées par les répondants dans les communes de Abala, Banibangou et Tillia qui caractérisent les conflits liés à l'extrémisme violent. Ce type de conflit impacte négativement le quotidien des communautés, qui affirment que la faible présence de l'Etat les expose à des impôts décidés par les groupes armés non étatiques. De plus, ils sont le plus souvent responsables des vols de bétails et attaques des commerçants de la zone qui sont déjà soumis aux restrictions d'état d'urgence, impliquant la fermeture de certains marchés de la région. Les groupes de discussion réalisés dans les trois communes révèlent que les communautés deviennent de plus en plus vulnérables car elles se font dépouiller de leurs biens alors qu'elles ont de moins en moins de moyens de subsistance⁵⁵. Un jeune leader à Abala décrit l'impact du conflit lié à l'extrémisme violent en ces termes : *“le conflit nous amène dans une insécurité économique et culturelle. Avant nous faisons du commerce, mais présentement la majorité des gens sont sans emploi, l'éducation n'est plus assurée dans certaines zones parce que la majorité des écoles sont fermées. Les mesures restrictives de libertés notamment l'interdiction de circulation des motos dans la zone a privé beaucoup de jeunes de leurs activités (réparateurs motos, vendeurs de carburant etc.). L'accès à l'hôpital dans la nuit est très difficile même en cas d'urgence en raison d'interdiction de circuler”*.

Il conviendrait de noter que les entretiens et les groupes des discussions réalisées lors de ce conflit scan ont permis d'identifier les conflits spécifiques à chacune des communes cibles du projet. Selon les répondants, ces conflits sont non moins importants et constituent un réel problème au niveau communautaire. Pour la commune de Tillia, les populations ont insisté sur les tensions entre population et prestataire des services de santé. A Abala, les mésententes entre la population et les autorités sont apparues comme assez importantes. Dans la commune de Banibangou, le banditisme chez les jeunes est à la fois vecteur et conséquence de l'insécurité qui prévaut.

Commune de Tillia

- **Des tensions intercommunautaires opposant les communautés peulhs aux autres communautés qui** les accusent d'être des complices dans le conflit lié aux groupes extrémistes violents. En outre, des **conflits entre les daoussak et ibrikitants** qui sont des Touaregs de tribus différentes, émergent en raison de vols fréquents de bétail.
- **Tensions entre populations et prestataires des services de santé**, les répondants aux différents entretiens et groupes de discussion dans la commune de Tillia ont mentionné ce type de conflit comme étant un problème découlant de la mauvaise interaction entre les

⁵⁵FGD, réfugiés, déplacés et hôtes communes Abala, Banibangou, Tillia, octobre 2020.

prestataires de service et la population. Bien que les répondants admettent que les utilisateurs de services font parfois preuve d'impatience et de non-respect des mécanismes de soins. Ce conflit s'installe également par la méconnaissance des conditions de gratuité ou de paiement de certains services de santé par les communautés. Les membres des communautés interrogés sont unanimes sur le fait que les préjugés vis-à-vis du personnel de santé grandissent de plus en plus et actuellement les actions pour y remédier sont très peu perçues, voire inexistantes de leur constat général. Cette situation est vécue de la même façon par toutes les communautés (hôtes, réfugiés et déplacés) qui sont déjà vulnérables au regard du contexte sécuritaire. Mais ces difficultés sont beaucoup plus accentuées pour les communautés déplacées internes. Une personne déplacée à Tilla tient ces propos : “ *nous sommes démunis et n'avons pas les moyens pour les frais de santé et nous ne comprenons pas pourquoi le personnel de santé nous demande de payer alors qu'ils savent qu'on a tout perdu*”. De plus, le traitement au cas par cas de ces utilisateurs peut également être considéré comme une sorte de discrimination, et de ce fait créer d'autres tensions communautaires⁵⁶. Les conditions de vie relativement précaire de cette commune accentuent le niveau de vulnérabilité de la population de façon générale. De ce fait, les conséquences négatives sur la santé augmentent proportionnellement au niveau socio-économique des utilisateurs des services de santé mais aussi selon l'âge de l'utilisateur. Selon les communautés déplacées de Tilla, les tensions créent un manque de confiance et provoquent parfois des altercations verbales entre la population et les prestataires de service de santé. Considérant que certains de ces utilisateurs sont durement affectés par le contexte sécuritaire, les répondants affirment que ces derniers seront amenés à moins fréquenter les services de soins avec pour conséquence des décès ou l'aggravation de l'état de santé des personnes les plus vulnérables, en raison de retard dans le recours au service de santé. Ces tensions découlent de certaines accusations certes non vérifiées, selon lesquelles le personnel de santé soutire des frais supplémentaires à la population. Cet état de fait accentue la mauvaise perception de la population et le risque d'altercation physique entre les deux parties⁵⁷. Il est important de noter que le personnel de santé n'a pas été ciblé pour cette analyse de conflit, ce qui présente une limite dans la description et la compréhension globale de cette situation.

Commune d'Abala

- De récentes analyses de conflits réalisées par Search mettent en évidence **les conflits inter communautaire**, qui est à ce jour le conflit le plus violent pour avoir fait beaucoup de victimes dans les deux communautés vivant dans cette zone⁵⁸.
- **Les tensions entre la population et les autorités** : elle se présente comme un obstacle à la collaboration de la population avec les autorités administratives mais aussi avec les forces de défense et de sécurité. Nonobstant les efforts de ces derniers dans le maintien de la paix et la stabilité sécuritaire de la commune, les membres des communautés interrogés

⁵⁶KII, leader des communautés hôtes, Banibangou, octobre 2020.

⁵⁷FGD, déplacés internes, Tilla, octobre 2020.

⁵⁸ SFCG, Niger, Rapport Conflict Scan, janvier 2019.

affirment qu'ils manquent de transparence et d'impartialité dans la gestion des intérêts publics. Cet état de fait crée des tensions entre les membres de la communauté mais aussi entre les communautés et les autorités. Les entretiens avec les autorités révèlent que les communautés font preuve parfois d'incivisme et de non-respect des mesures de sécurité⁵⁹. Tandis que selon les membres de la communauté, leur faible implication dans le cadre de prise de décision concernant la gestion des biens publics accentue les tensions. Il faut noter également que l'affinité (politique, groupe culturel, amicale ou familiale) que certains membres des communautés ont avec les autorités joue un rôle prépondérant dans les opportunités de ciblage des ONG. Ce représentant des agriculteurs d'Abala tient ces propos : *"(...) c'est bien mais il faut améliorer, car ils doivent faire la part des choses, être juste, et éviter de mêler la politique à leurs prises de décisions, je fais partie de leur rang (service) aussi, donc je sais de quoi je parle"*. Cette situation crée des frustrations et le sentiment d'injustice sociale et de discrimination basées sur leurs caractéristiques identitaires. D'où la nécessité de rester sensible à cette situation qui peut entraver le succès des actions de développement qui seront entreprises. Lors d'une précédente analyse de conflit réalisée par Search au cours de cette année, ce type de conflit a été relaté dans la commune de Banibangou⁶⁰. Les répondants sont unanimes à propos du fait que les mésententes entre les communautés et les autorités permettent l'infiltration des groupes armés dans la commune. De plus, cette mésentente ne favorise pas le partage d'information concernant les mouvements des groupes armés mais aussi les phénomènes qui pourraient déstabiliser encore plus le contexte sécuritaire de la commune.

Commune de Banibangou

- En plus des tensions intracommunautaires, **les participants ont mis en exergue l'existence d'un conflit intercommunautaire**. Ce conflit est dû au contrôle et à l'exploitation des ressources naturelles. Aussi, les membres de la communauté peulhs ont des différends avec les membres de la communauté Daoussak mais ceci est dû à des rivalités historiques.
- **Le conflit lié à la délinquance et au banditisme chez les jeunes** a été mentionné dans la commune de Banibangou par les membres de la communauté interrogés⁶¹. Ils constatent qu'il y a de plus en plus de violence entre les jeunes et des phénomènes tels que les vols et les agressions sur les membres de la communauté sont aussi observés. Selon les répondants, les jeunes seraient de plus en plus affectés par la consommation de drogue (chanvre indien, tramadol), ainsi que la quasi-absence d'opportunités socio-économiques. Les jeunes interrogés lors de cette analyse trouvent que leurs besoins et perspectives ne sont pas le plus souvent considérés dans les sphères de décision⁶². La combinaison des éléments de vulnérabilité des jeunes inquiète les répondants qui estiment qu'il est impératif d'aborder cette problématique pour renforcer la résilience des jeunes face aux groupes extrémistes

⁵⁹KII, FDS, Abala, octobre 2020.

⁶⁰ SFCG/USAID, Projet « On est ensemble », juillet 2020.

⁶¹KII et FGD, communautés hôtes, Banibangou, octobre 2020.

⁶²KII, représentant conseil des jeunes, Banibangou, octobre 2020.

violents. Les répondants affirment que ces agressions sont dues à la dégradation des conditions socio-économiques de la région.

Conséquences sur les profils vulnérables

Restrictions affectant les jeunes : exode, inactivité, déscolarisation

Les jeunes qui profitent habituellement des échanges transfrontaliers entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso voient leur pouvoir économique faiblir du fait de la fermeture de marché et des agressions. Les jeunes interrogés affirment que la situation actuelle de conflit représente un frein pour le développement économique des communes. **A Banibangou**, la vulnérabilité des jeunes s'est souvent exprimée par des déclarations sur le manque d'opportunité économique. De plus, les restrictions de déplacement en raison du contexte sécuritaire ne font qu'accentuer leur l'inactivité⁶³. **A Abala**, cela a également un effet sur la scolarisation des jeunes filles qui affirment que les conflits ne leur permettent plus d'aller à l'école ou au champ en sécurité⁶⁴.

A Tillia, le contexte sécuritaire dégradé constitue un gros risque pour la situation actuelle des jeunes. Ces derniers sont susceptibles de gagner le rang des groupes armés pour subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille. Aussi les répondants mentionnent que le banditisme est lourd de conséquence parce que les agressions et les vols font des victimes et des blessés parmi les jeunes. Aussi, cette situation de conflit pousse les jeunes vers l'exode et les pays voisins. Un jeune de Tillia tient ces propos : *“nous sommes les plus touchés par cette situation. Mais aujourd'hui nous sommes sans emploi, sans rien. Ces conflits ont poussé beaucoup de jeunes à quitter leur ville pour partie en exode, ou en migration”*. L'exode a aussi été relaté dans les entretiens auprès des jeunes à Banibangou, une conséquence indirecte des déplacements forcés suite aux conflits inter-intracommunautaires chez les éleveurs et les agriculteurs. Un **représentant du conseil des jeunes de Banibangou** rapporte : *“le conflit éleveurs et agriculteurs a engendré aussi le déplacement des jeunes vers d'autres pays à la recherche de débouchés”*.

Impact sur les femmes en difficulté pour subvenir aux besoins de leur foyer, conséquences sur la santé maternelle et infantile

Dans l'ensemble, les femmes leaders ayant participé aux entretiens affirment que les conflits actuels ont un impact sur leur famille et leur rôle au sein du foyer. Une femme leader à **Tillia** affirme : *“(…) après les conflits beaucoup des femmes deviennent des veuves. La difficulté de prendre soin des orphelins se présente immédiatement (...)”*. Les ménages se retrouvent en insuffisance de moyens de subsistance, les veuves se retrouvent dans l'incapacité de nourrir tous les enfants orphelins. Cette situation affecte la santé de la femme et de l'enfant⁶⁵. Ces conséquences ont également été exprimées à **Banibangou**, où les femmes affirment que la situation de conflit limite leur capacité à se déplacer pour aller aux centres de santé. Certaines ont fait part d'une

⁶³FGD, jeunes, Banibangou, octobre 2020.

⁶⁴FGD, jeunes filles, Abala, octobre 2020.

⁶⁵KII, femmes leader, Tillia, octobre 2020.

augmentation des fausses couches dues aux consultations prénatales tardives⁶⁶. Enfin, lors de l'enquête participative à **Abala**, les femmes se sont accordées sur le fait que la dégradation de leur situation économique et la perte soudaine de leur moyen de subsistance, souvent obtenu par l'assistance humanitaire, poussent leurs enfants au banditisme pour les aider⁶⁷.

Impact sur la souveraineté alimentaire des communautés de réfugiés et de déplacés

Selon les informateurs clés à Abala, la situation de conflit est la principale raison de leur statut actuel de réfugiés et de déplacés. Lors des FGD, les répondants affirment avoir tout perdu à cause des conflits, certains ont laissé leur terre, leur bien immobilier au prix de leur vie. Dépendre de l'aide humanitaire n'est pas leur souhait mais c'est la situation actuelle qui l'impose, aussi ils affirment qu'avant les conflits, il y avait des personnes extrêmement riches mais aujourd'hui ils se retrouvent dans des camps et habitent sous des tentes⁶⁸. Les cas de malnutrition sévère ont été mentionnés lors des enquêtes à Banibangou, ceci dû à l'abandon des champs et des activités génératrices de revenus⁶⁹. La consultation auprès des communautés de personnes déplacées à Tillia a permis de constater que les conflits récents ont instauré un climat de méfiance et de crainte de subir de nouvelles attaques, mais aussi des mécontentements vis-à-vis du personnel de santé⁷⁰.

Connecteurs et diviseurs

Les autorités

Cette analyse s'est également penchée sur la perception qu'ont les communautés sur les autorités administratives. Il ressort dans un premier temps, une appréciation des efforts que ces derniers font pour le développement de leur commune respective. Leurs actions sont saluées par les communautés hôtes et plus particulièrement par les communautés déplacées et réfugiées qui estiment que si ces autorités ne les avaient pas accueillies et créés les conditions pour que les ONG les assistent, ils ne se seraient certainement pas installés dans ces communes. Cependant, il y a un certain mécontentement de la population d'Abala par rapport à ces autorités. Les populations réfugiées de cette commune ont mentionné ne plus être conviées au cadre de décision qui parfois les concernent. Bien que la perception dans les deux autres communes soit meilleure, il ressort également des entretiens avec les communautés que les autorités doivent faire preuve de transparence et de justice sociale. Enfin, selon les membres des communautés, l'insuffisance de débouchés ou de cadre de renforcement de l'engagement des jeunes pour la paix et la stabilité de leurs communes augmente les risques de voir ces derniers rejoindre les groupes armés.

L'insécurité accentue la méfiance envers les autorités

A Tillia, la fermeture des marchés et les restrictions de l'état d'urgence par rapport aux heures et zones de déplacement ont considérablement augmenté la vulnérabilité économique de la population. Bien que les répondants affirment savoir que ces restrictions ont été mises en place

⁶⁶FGD, femmes, Banibangou, octobre 2020.

⁶⁷FGD, femmes, Abala, octobre 2020.

⁶⁸KII, leader réfugiés, Abala, octobre 2020.

⁶⁹FGD, femmes de déplacés internes, Banibangou, octobre 2020.

⁷⁰FGD, déplacés internes, Tillia, octobre 2020.

pour assurer la protection de la population, il n'en demeure pas moins que leurs effets se font ressentir négativement dans toutes les communautés.

Les exactions commises par les groupes armés et la montée du banditisme chez les jeunes sont attribuées à la mauvaise influence des groupes armés dans la zone. La présence des groupes armés est, selon la perception des répondants, la cause de la perte progressive de toutes les valeurs morales. Au Niger, les GANE sont particulièrement perçus comme acteurs de division. Les répondants sont unanimes (quel que soit la provenance ou leur statut (hôtes, réfugiés, déplacés)) sur le fait que les GANE continuent de déstabiliser leur quiétude sociale. Les actes qu'ils commettent sont fermement condamnés par la population, les autorités et les Forces de Défense et de Sécurité. De plus, les répondants affirment reconnaître parmi ces GANE des individus en majorité jeunes qui autrefois vivaient avec eux. Ceci est selon la majorité des répondants incompréhensible que des enfants de leur propre commune reviennent armés pour piller leur bien, et imposer la zakat. En définitive, ils sont mal perçus par les répondants qui de surcroît s'interrogent sur les raisons de leurs actes ou leurs revendications.

Concernant les Forces de Défense et de Sécurité, les membres des communautés (hôtes, réfugiés et déplacés) affirment que leur dévouement et leurs efforts pour sécuriser les communautés et leur bien n'est pas facile mais que ces derniers font de leur mieux⁷¹. Les communautés sont unanimes quant aux conditions de travail des FDS : elles sont très difficiles et les pertes en vies humaines qu'elles enregistrent au cours de leurs interventions au niveau des trois communes constituent un lourd tribut. Toutefois, les répondants reviennent sur le comportement quelques fois repoussant ou ne favorisant pas la collaboration des communautés avec les FDS. Ceci est justement ce qui selon les répondants place la relation de confiance est souvent mise à rude épreuve lorsqu'il a des pertes tant dans la communauté que chez les FDS. La faible couverture des FDS fait que la communauté est plus en contact avec des groupes armés, alors survient ce soupçon de complicité que reprochent les FDS aux communautés.

En somme, l'insécurité grandissante de la zone favorise la circulation des armes et ceci crée la méfiance au sein des communautés. Un représentant des hommes réfugiés rapporte : “ (...) *c'est de l'inquiétude, manque de confiance et de la peur qui nous animent. Là où il y a prolifération des armes, il ne peut y avoir de confiance parce que vous pouvez être trahi à tout moment par n'importe qui. Cela crée en nous un sentiment d'incertitude* ”⁷².

Symboles et cultures

Un certain nombre d'activités pouvant améliorer les opportunités de la paix ont été citées par les répondants au niveau des communes cibles. Ainsi, il ressort que les sensibilisations, les formations, les tribunes d'expression populaire, les théâtres participatifs, les activités d'intérêt commun, la parenté à plaisanterie, les caravanes de sensibilisation, les danses traditionnelles au niveau des samaria⁷³, les festivals, la lutte traditionnelle et les matchs de football contribuent positivement à la cohésion sociale et à une paix durable.

⁷¹FGD, communautés hôtes, de réfugiés et de déplacés, Abala, Banibangou et Tillia, octobre 2020.

⁷²KII, leader d'une communauté de réfugiés, Abala, octobre 2020.

⁷³ Lieu de regroupement des jeunes pour des activités collectives.

Présence d'acteurs renforçant la cohésion sociale et l'assistance

Au niveau cohésion sociale, la situation de conflit crée la méfiance entre les jeunes et ne favorise pas l'esprit de solidarité⁷⁴. Toutefois, un grand nombre d'acteurs ont été cités comme agents renforçant la cohésion sociale à travers le dialogue et l'assistance. Les leaders traditionnels : les chefs religieux et coutumiers, les jeunes leaders, les femmes leaders, les sages, les comités de paix et de protection, les associations des agriculteurs, les associations des éleveurs. Ces acteurs interviennent dans la sensibilisation, la consolidation de la paix, la réconciliation des parties en conflit, le rassemblement de la communauté. Les organisations humanitaires : UNHCR, SFCG, ACTED, ADKOUL, APBE, ACF, IRC, PCCN, Mercy Corps, Centre HD, ADES, EAI, CICR, HD TAMET, AREN. Ces organisations ont été citées comme des acteurs qui sont là pour assister les populations vulnérables ; sensibiliser les membres des communautés ; soutenir et créer des AGRs pour occuper les jeunes. Les acteurs étatiques : la préfecture, les mairies, les chefs de Canton ou de groupement, la HACP, la CNE, les FDS sont des acteurs détenant un pouvoir de décision et la capacité d'apaiser les conflits violents.

⁷⁴FGD, jeunes garçon Banibangou, octobre 2020.

3. Risques et Opportunités de paix liés à l'intervention du projet

Les populations et informateurs clés dans les communes d'intervention du projet Progress qui ont été interviewés dans le cadre de ce scan ont mis en évidence les facteurs connecteurs et diviseurs dans leurs communautés. Les éléments connecteurs, en effet, doivent être considérés comme des opportunités de paix dans le cadre de l'intervention du projet et doivent être incorporés dans les stratégies des membres du Consortium. Les diviseurs représentent un risque pour les activités d'où l'importance des membres du consortium de bien les comprendre et d'assurer que leurs activités n'interagissent pas négativement avec ceux-ci.

Effets du projet sur la dynamique des conflits

Le programme prévoit cinq résultats principaux pour les populations les plus vulnérables : 1) l'accès à un système de protection sociale ; 2) l'accès aux services de base ; 3) la promotion de moyens d'existence ; 4) l'amélioration des relations entre habitants et représentants des autorités et 5) l'amélioration de la cohésion sociale, de la prévention et de la gestion des conflits pour les habitants, avec la dernière partie qui se tarde sur le ciblage spécifiquement.

Après un bref aperçu des activités du projet aux répondants ciblés pour les entretiens individuels, leur opinion a été recueillie concernant les effets que ce projet pourrait avoir sur la dynamique des conflits. Les répondants, tant des communautés que des autorités, ont salué la stratégie intégrée du projet qui traite des questions des moyens d'existence, de la santé nutritionnelle et de la cohésion sociale. Cela ne fera qu'améliorer les conditions de vie de la population. Toutefois, les répondants rappellent que de nombreux projets sont déjà intervenus, mais par manque de transparence et d'implication des personnes adéquates, leurs interventions ont créé des tensions communautaires du fait d'exclusions injustifiées. Compte tenu de la vulnérabilité des jeunes face à l'extrémisme violent, il est primordial que leurs besoins soient pris en compte pour apaiser les tensions. L'exclusion des groupes minoritaires a été également notée par les répondants comme un élément qui pourrait créer davantage de révoltes et d'altercations entre les communautés.

D'après les KII qui ont été entrepris dans le contexte de ce scan, dans toutes les communes d'intervention du projet, voici les effets et risques par résultats du projet, venant directement des populations.

Une attention particulière à accorder au ciblage

Concernant le ciblage qui sera fait durant le projet, les répondants rappellent que la communication doit être au centre de toute cette opération du début à la fin. Dans la mesure du possible, il est recommandé de partager les critères via les voies de communication et d'accès à l'information que les communautés utilisent. Cela est gage de transparence dans le processus, mais aussi garantit une

sensibilité aux conflits. Bien que ce phénomène tende à disparaître, les répondants ont également mentionné la probabilité que dans certaines communautés peulhs les personnes ciblées auront à partager leurs bénéfices (rations, pécules etc.). Enfin, le phénomène d'exclusion et la perception selon laquelle certaines personnes sont systématiquement ciblées par les organisations a été mentionné comme un risque pour les activités du projet et la cohésion sociale. Les répondants ont noté la nécessité d'un renforcement de capacité des leaders et de personnes chargées du ciblage sur leurs rôles et responsabilités dans la gestion éthique du projet.

Risques liés au ciblage :

- Perception de la population que les familles ciblées ont été placées sur des listes par des personnes d'autorités : manque de transparence et confiance.
- Ciblage important sur les jeunes qui sont à risque, pauvreté, enrôlement dans les groupes armés.
- Considérer que le projet est mis en œuvre dans les communes où il y a une présence de groupes armés qui n'acceptent pas l'assistance humanitaire. Cela constitue un risque pour les familles ciblées
- Méfiance de la communauté hôte par rapport aux personnes déplacées : une communication transparente sera nécessaire.
- Le ciblage doit inclure tous les groupes pour éviter que les tensions augmentent.
- Les ménages cibles doivent être informés en toute confidentialité car ils pourraient tomber sous la menace des groupes armés.

Recommandations pour assurer le respect de la sensibilité aux conflits

Suite à l'analyse des dynamiques de conflits et des connecteurs et diviseurs et les effets et risques de l'intervention, les recommandations pour assurer la sensibilité au conflit peuvent être catégorisées de la manière suivante et proviennent toutes des FGD et KII des populations dans toutes les communes d'intervention : 1) la communication ; 2) la collaboration ; 3) la neutralité, l'impartialité, la transparence et 4) la sensibilité aux dynamiques de conflit. Il est important de noter que le projet n'a pas pu être présenté en détail afin de ne pas susciter d'attentes. Ces recommandations sont stratégiques et devront faire l'objet d'une consultation entre membres du Consortium afin de les affiner en fonction des axes d'intervention du projet. Dans la mesure du possible, il est également conseillé de faire un suivi régulier de ces recommandations par des conflict scans à répétition couvrant la période de la mise en œuvre du projet.

Communication

- Assurer que la communication et les activités soient dans les différents dialectes ou langues des populations de la commune pour assurer la coopération de tous les groupes communautaires ;
- Impliquer la population dans les interventions et échanger les informations avec eux ;
- Organiser des cadres de concertation entre les autorités et les populations ;
- Assurer que le projet avance comme promis avec les communautés.

Capitaliser sur l'implication de tous les acteurs déjà présents et qui jouent un rôle important dans la gestion des conflits et la cohésion sociale (voir les connecteurs)

- Impliquer la communauté entière, sans discrimination de groupes, et inclure les acteurs importants comme les autorités coutumières de tous les groupes ethniques ou socio-économiques. Il est important de créer de bonnes relations avec les chefs coutumiers et traditionnels ;
- Impliquer les organisations de la société civile qui sont déjà présentes dans les communes ;
- Importance du statut et de la légitimité des leaders religieux : assurer une coopération avec eux ;
- Travailler avec les comités communaux de paix et de sécurité déjà en place.

Assurer une approche Do No Harm : neutralité, impartialité et transparence

- Appuyer les éleveurs et les agriculteurs à travers les commissions foncières, de manière égalitaire sur les questions d'accès au point d'eau, la gestion des pâturages et la gestion des zones d'agriculture ;
- Collaborer avec transparence aussi bien avec les autorités locales administratives qu'avec les leaders communautaires et les structures/mécanismes de prévention et gestion des conflits ;
- Assurer la transparence dans la sélection des bénéficiaires (voir recommandations plus précises sur le ciblage) ;
- Cibler les familles très pauvres des différentes communautés en conflit tout en prenant en considération leurs besoin de protection car le ciblage favorisant un ménage plutôt qu'un autre peut favoriser des conflits voire être une menace pour leur sécurité ;
- Assurer la transparence de l'acheminement de l'aide aux populations ciblées ;
- Assurer la transparence et la neutralité des partenaires locaux qui mettent en œuvre le projet ainsi que les entités commerciales qui sont sous traitées pour le projet ;
- Assurer que l'aide distribuée soit utilisée aux fins prévues et non à être vendue ou donnée aux groupes armés ;
- Assurer un ciblage juste et équilibré entre les différentes communautés (et ne pas inclure des familles qui pourraient être associés aux autorités pour éviter le népotisme et les sentiments d'injustice des communautés) ;
- Reconnaître que certains groupes ont été exclus auparavant de l'aide humanitaire.

Sensibilité aux dynamiques de conflit

- Reconnaître que les tensions régulières entre groupes communautaires progressent vers une certaine ethnicisation des conflits qui se nourrit de rumeurs et de stigmatisation de certains groupes. Veiller à ne pas adopter des stratégies d'intervention (communication, ciblage) risquant d'accroître la stigmatisation de certains groupes ;
- Reconnaître que les conflits entre les groupes sont liés à la gestion des terres, des points d'eau, au pâturage, où il est important de soutenir la création de couloirs des passages d'animaux pour les éleveurs et d'en réguler l'utilisation ;
- Être sensible au fait que les communautés hôtes sont aussi ciblées dans ces zones où il y a beaucoup de déplacés et/ou réfugiés ;

- Ce projet s'inscrivant dans la démarche de renforcer la cohésion sociale, favoriser les rencontres intercommunautaires ;
- Reconnaître le fait que des activités d'ONG internationales donnent de la légitimité aux autorités et vice versa. Pourtant les enquêtes mettent en évidence le fait que les autorités étatiques sont considérées comme partiales et corrompues et que les leaders coutumiers ont plus de légitimité aux yeux des communautés, malgré le fait que ces derniers soient également impliqués dans les conflits ;
- Comprendre les effets de l'interaction du projet avec des autorités qui n'ont pas de légitimité ;
- Assurer que les actions du projet et le comportement du staff soient sensibles aux conflits.

4. Annexes

Annexe 1 : Détails des KII et FDG par pays

MALI : KII

Cibles	Région de Mopti						Région de Gao		
	Cercle de Koro						Cercle de Gao	Cercle de Ansongo	Cercle de Menaka
	Koro	Bondo	Dioungani	Dinangourou	Yoro	Dougouténé	Tessit	N'Tillit	Anderam boukane
Représentant des autorités locales	1	1	1	1	2	1	1	1	1
Leader communautaire	2	2	1	2	2	2	2	3	3
Leader groupe de femmes	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Leader groupes Jeunes	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Leader réfugiés	1	0	0	0	0	0	1	1	0
Leader déplacés	1	0	0	0	0	0	1	1	0
Leader religieux	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Représentants groupe éleveurs	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Représentants groupe agriculteurs	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Forces de sécurité (FDS)	1	0	0	1	0	0	1	1	0
Total	11	8	7	9	8	8	11	12	9

MALI : FGD

Cibles	Région de Mopti						Région de Gao	Région de Ménaka	
	Cercle de Koro						Cercle de Gao	Cercle de Ansongo	Cercle de Menaka
	Koro	Bondo	Dioungani	Dinangourou	Yoro	Dougouténé 1	Tessit	N'Tillit	Anderamboukane
Communauté hôte Jeunes hommes (20-30)	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Communauté hôte Jeunes femmes (20-30 ans)	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Communauté hôte Femmes (30+)	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Communauté hôte Hommes (30+)	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Réfugiés Femmes (30+)	1	0	0	0	0	0	1	1	0
Réfugiés Hommes (30+)	1	0	0	0	0	0	1	1	0
Déplacés Femmes (30+)	1	0	0	0	0	0	1	1	0
Déplacés Hommes (30+)	1	0	0	0	0	0	1	1	0
Total	8	4	4	4	4	4	8	8	4

BURKINA FASO : KII

Cibles	Région de la Boucle du Mouhoun					Région de l'Est		
	Province de Sourou		Province de Kossi			Province de la Tapoa		
	Dii	Kossoum	Barani	Bomborokuy	Nouna	Kantchari	Diapaga	Botou
Représentant des autorités municipales	1	1	1	1	1	1	1	1
Leader communautaire	2	2	2	2	2	2	2	2
Leader groupe de femmes	1	1	1	1	1	1	1	1
Leader groupe jeunes	1	1	1	1	1	1	1	1
Leader réfugiés	0	0	1	1	0	0	0	0
Leader déplacés	1	1	1	1	1	1	1	1
Leader religieux	1	1	1	1	1	1	1	1
Représentant groupe éleveurs	1	1	1	1	1	1	1	1
Représentant groupe agriculteurs	1	1	1	1	1	1	1	1
Groupes auto-défense/groupe armées/chasseurs traditionnels	1	1	1	1	1	1	1	1
Forces de sécurité (FDS)	1	1	1	1	1	1	1	0
Total	11	11	12	12	11	11	11	10

BURKINA FASO : FGD

Cibles	Région de la Boucle du Mouhoun					Région de l'Est		
	Province de Sourou		Province de Kossi			Province de la Tapoa		
	Dii	Kossoum	Barani	Bomborokuy	Nouna	Kantchari	Diapaga	Botou
Communauté hôte Groupe de Jeunes garçons (20-30 ans)	1	1	1	1	1	1	1	1
Communauté déplacée Groupe de Jeunes garçons (20-30 ans)	1	1	1	1	1	1	1	1
Communauté hôte Femmes adultes (30+)	1	1	1	1	1	1	1	1
Communauté Déplacées Femmes adultes (30+)	1	1	1	1	1	1	1	1
Total	4	4	4	4	4	4	4	4

NIGER : KII

Cibles	Région de Tahoua		Région de Tillabery	
	Tillia	Abala	Banibangou	
Représentant des autorités locales (SG préfecture et Maire)	2	2	2	
Leader communautaire hôte	1	1	1	
Leader groupe de femmes	1	1	1	
Représentant du Conseil des jeunes	1	1	1	
Leader réfugiés	1	1	1	
Leader déplacés	1	1	1	
Leader religieux	1	1	1	
Représentant groupe éleveurs	1	1	1	
Représentant groupe agriculteurs	1	1	1	
Forces de sécurité (FDS)	1	1	1	
Représentant du comité de paix	1	1	1	
Responsable de radio communautaire	1	1	1	
Total	13	13	13	

NIGER : FGD

Cibles	Région de Tahoua		Région de Tillabery	
	Tillia	Abala	Banibangou	
Communauté hôte Jeunes garçons (20-30 ans)	1	1	1	
Communauté hôte Jeunes filles (20-30 ans)	1	1	1	
Réfuégiés Femmes (30+)	1	1	0	
Réfuégiés Hommes (30+)	1	1	0	
Déplacés Femmes (30+)	1	1	1	
Déplacés Hommes (30+)	1	1	1	
Total	6	6	4	

QUESTIONNAIRE KII : ENTRETIENS AVEC INFORMATEURS CLES

1ere partie : Evolution et dynamique des conflits

- 1.1. Est-ce qu'il existe des conflits entre des groupes ou dans un même groupe ? Si oui, entre ou dans quelles groupes/types de population ?
- 1.2. Pourquoi ces groupes se disputent-ils ou ne s'entendent pas ? (Quelles sont les causes ?)
- 1.3. Quels sont les impacts de ces disputent/conflits ?
 - KII leader Jeunes : Quels sont les impacts de ces conflits sur les jeunes ?*
 - KII leader femmes : Quels sont les impacts de ces conflits sur les femmes ?*
 - KII leader réfugiés : Quels sont les impacts de ces conflits sur les réfugiés ?*
 - KII leader déplacés : Quels sont les impacts de ces conflits sur les déplacés ?*
- 1.4. Si les différents groupes sont en conflit à cause de ressources (eau, terre, etc.), quelles sont ces ressources ?
- 1.5. Que font ces groupes dans ces disputes pour les ressources ? A quoi ressemblent ces conflits ?
- 1.6. Quelle est votre perception des (que pensez-vous des...) groupes armés ? Expliquer.
- 1.7. Quelles est votre perception des autorités étatiques (mairie, institutions de l'Etat, etc.) ? Expliquer.
- 1.8. Quelle est votre perception des forces de sécurité ? Expliquer.

2eme partie : Risques et opportunités de paix (en lien avec le projet)

- 2.1. Est-ce que des politiques, institutions ou systèmes gouvernementaux, locaux, économiques, technologiques ou culturels, formels ou informels, divisent les personnes ou accroissent les tensions entre groupes ?
- 2.2. Quelles institutions ou quels systèmes aident les populations à surmonter leurs différences ou à aider à vivre en paix ensemble ?
- 2.3. Quels sont les attitudes, stéréotypes, menaces ou actes de violence existent-ils ?
- 2.4. Comment est-ce que les gens expriment leur tolérance, leur acceptation ou appréciation pour les autres groupes ? (*Précisez les groupes*)
- 2.4. Est-ce que les groupes ont vécu un événement passé ou historique différemment ? Quelles expériences les groupes ont-ils partagées dans le passé ?
- 2.5 Travaillent-ils ensemble ? Expliquer ?
- 2.6 Y a-t-il des symboles, événements, fêtes ou occasions qui célèbrent un groupe plutôt qu'un autre ? Duquel certains groupes sont exclus ?
- 2.7 Y a-t-il des symboles d'unité ou de paix reconnus et célébrés par tous les groupes ?
- 2.8. (*Après la description des objectifs du projet par le facilitateur*)⁷⁵ En quoi est-ce que ces interventions pourraient avoir un effet négatif ou positif sur les tensions ?
- 2.9. Le projet PROGRESS cible les ménages très pauvres. En quoi pensez-vous que ce ciblage peut avoir un impact sur les conflits existants ?
- 2.10. En quoi est ce que ce ciblage est un risque pour les ménages eux-mêmes ?
- 2.11. Que recommandez-vous afin que ce projet et ses activités qui seront mise en œuvre dans cette commune soient sensibles aux conflits qui existent dans la commune ? Comment les ONGs peuvent s'assurer que les interventions ne vont pas aggraver la situation ?

⁷⁵ Search met en œuvre en partenariat avec ACF, ACTED et Terre des Hommes un projet de 4 ans visant à améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la cohésion sociale des populations Le projet PROGRESS a 5 résultats principaux pour les populations les plus vulnérables : 1) l'accès à un système de protection sociale ; 2) accès aux services de base ; 3) promotion de moyens d'existence ; 4) amélioration des relations entre habitants et représentants des autorités et 5) amélioration de la cohésion sociale, de la prévention et de la gestion des conflits pour les habitants.

QUESTIONNAIRE FDG : FOCUS GROUPE DE DISCUSSION

1ere partie : Evolution et dynamique des conflits

- 1.1. Est-ce qu'il existe des conflits entre des groupes ou dans un même groupe ? Si oui, entre ou dans quelles groupes/types de population ?
- 1.2. Pourquoi ces groupes se disputent-ils ou ne s'entendent pas ? (Quelles sont les causes ?)
- 1.3. Quels sont les impacts de ces disputent/conflits ?
 - FDG Jeunes : Quels sont les impacts de ces conflits sur les jeunes ?*
 - FDG femmes : Quels sont les impacts de ces conflits sur les femmes ?*
 - FDG réfugiés : Quels sont les impacts de ces conflits sur les réfugiés ?*
 - FDG déplacés : Quels sont les impacts de ces conflits sur les déplacés ?*
- 1.4. Si les différents groupes sont en conflit à cause de ressources (eau, terre, etc.), quelles sont ces ressources ?
- 1.5. Que font ces groupes dans ces disputes pour les ressources ? A quoi ressemblent ces conflits ?
- 1.6. Quelle est votre perception des (que pensez-vous des...) groupes armés ? Expliquer.
- 1.7. Quelles est votre perception des autorités étatiques (mairie, institutions de l'Etat, etc.) ? Expliquer.
- 1.8. Quelle est votre perception des forces de sécurité ? Expliquer.

2eme partie : Risques et opportunités de paix (en lien avec le projet)

- 2.1. Est-ce que des politiques, institutions ou systèmes gouvernementaux, locaux, économiques, technologiques ou culturels, formels ou informels, divisent les personnes ou accroissent les tensions entre groupes ?
- 2.2. Quelles institutions ou quels systèmes aident les populations à surmonter leurs différences ou à aider à vivre en paix ensemble ?
- 2.3. Quels sont les attitudes, stéréotypes, menaces ou actes de violence existent-ils ?
- 2.4. Comment est-ce que les gens expriment leur tolérance, leur acceptation ou appréciation pour les autres groupes ? (*Précisez les groupes*)
- 2.4. Est-ce que les groupes ont vécu un événement passé ou historique différemment ? Quelles expériences les groupes ont-ils partagées dans le passé ?
- 2.5 Travaillent-ils ensemble ? Expliquer ?
- 2.6 Y a-t-il des symboles, événements, fêtes ou occasions qui célèbrent un groupe plutôt qu'un autre ? Duquel certains groupes sont exclus ?
- 2.7 Y a-t-il des symboles d'unité ou de paix reconnus et célébrés par tous les groupes ?